

De regering bezorgt het met redenen omkleed advies van de Commissie aan de inrichtende macht of aan de federatie van inrichtende machten, per aangetekende brief, binnen de 10 kalenderdagen na ontvangst.

De inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van het advies van de commissie om haar opmerkingen te laten gelden.

§ 3. Voor het schooljaar 2023-2024, in afwijking van artikel 1.4.4-6, § 7, van het bovenvermelde wetboek neemt de Regering een beslissing ten laatste voor 24 augustus 2023.

#### HOOFDSTUK IV — : Slotbepalingen

**Art. 6.** Het gedeelte “ Computerwetenschappen » van bijlage III van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2005 tot bevestiging van de eindvaardigheden en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora op het gebied van kunstopvoeding, lichamelijke opvoeding (aanvullingen), technologie, technische en technologische opvoeding » wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 2 tot 5 die in werking treden de dag waarop ze aangenomen worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening  
aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 514-1. – Verslag van de Commissie, nr. 514-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 514-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 29 maart 2023.

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/31025]

**30 MARS 2023. — Décret modifiant le décret du 12 janvier 2017 concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal, en vue de la transposition de la Directive européenne 2021/514/UE du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la Directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la Directive 2021/514/UE du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 janvier 2017 concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal est remplacé par la disposition suivante:

«Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret transpose la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, ainsi que la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, la directive 2018/822/UE du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16 en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration et la directive 2021/514/UE du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, et transpose partiellement la directive 2015/2376/UE du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal.»

**Art. 3.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets du 20 décembre 2017 et du 12 novembre 2020, sont apportées les modifications suivantes:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 7, les mots «à 10» sont remplacés par les mots «à 10/3»;

2° à l'alinéa 7,

a) le 6° est remplacé par la disposition suivante:

«6° "autorité compétente": l'autorité désignée en tant que telle par la Belgique. Le bureau central de liaison désigné conformément au 3°, les services de liaison de la Communauté française et les fonctionnaires compétents de la Communauté française sont également considérés comme l'autorité compétente belge par délégation;»;

b) le 12° est remplacé par la disposition suivante:

«12° "échange automatique":

a. aux fins de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'article 5/1, de l'article 5/2, et des articles 5/3 à 5/8, la communication systématique à un autre État membre, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés. Aux fins de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les informations disponibles concernent des informations figurant dans

les dossiers fiscaux de l'État membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet État membre;

b. aux fins des dispositions du présent décret autres que l'article 5, § 1<sup>er</sup>, l'article 5/1, l'article 5/2, et les articles 5/3 à 5/8, la communication systématique des informations prédéfinies prévues au a) du présent 12°;»;

c) l'alinéa 7 est complété par un 28°, rédigé comme suit:

«28° «"contrôle conjoint": une enquête administrative menée conjointement par les autorités compétentes de deux États membres ou plus, et liée à une ou plusieurs personnes présentant un intérêt commun ou complémentaire pour les autorités compétentes de ces États membres;»;

d) l'alinéa 7 est complété par un 29°, rédigé comme suit:

«29° «redevances»: les paiements de toute nature reçus à titre de rémunération pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les logiciels informatiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique. Les paiements reçus pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit concernant des équipements industriels, commerciaux ou scientifiques sont considérés comme des redevances.».

**Art. 4.** L'article 3 du même décret, modifié par le décret du 12 novembre 2020, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 3. § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente peut, dans un cas particulier, demander à une autorité compétente étrangère de lui communiquer toutes les informations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dont celle-ci dispose ou qu'elle a obtenues à la suite d'une enquête administrative. La demande peut comprendre une demande motivée portant sur une enquête administrative.

Pour obtenir les informations demandées, l'autorité compétente belge suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

L'autorité compétente peut demander à l'autorité requise de lui communiquer les documents originaux.

§ 2. L'autorité compétente communique à une autorité compétente étrangère qui les lui demande dans un cas particulier, toutes les informations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dont elle dispose ou qu'elle a obtenues suite à l'exécution d'une enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces informations.

Le cas échéant, si l'autorité compétente belge estime qu'aucune enquête administrative n'est nécessaire, elle en communique immédiatement les raisons à l'autorité requérante.

Pour procéder à l'enquête administrative demandée, l'autorité compétente suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

En cas de demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité compétente communique à l'autorité requérante les documents originaux sauf si les dispositions belges s'y opposent.

§ 3. Aux fins d'une demande visée au § 2, les informations demandées sont vraisemblablement pertinentes lorsque, au moment où la demande est formulée, l'autorité requérante estime que, conformément à son droit national, il existe une possibilité raisonnable que les informations demandées soient pertinentes pour les affaires fiscales d'un ou plusieurs contribuables, identifiés par leur nom ou autrement, et justifiées aux fins de l'enquête.

*Dans le but de démontrer la pertinence vraisemblable des informations demandées, l'autorité requérante fournit au moins les informations suivantes à l'autorité compétente belge:*

a) la finalité fiscale des informations demandées; et

b) la spécification des informations nécessaires à l'administration ou à l'application de son droit national.

§ 4. Dans les cas où une demande visée au § 1<sup>er</sup> ou au § 2 concerne un groupe de contribuables qui ne peuvent pas être identifiés individuellement, l'autorité requérante fournit au moins les informations suivantes à l'autorité requise:

a) une description détaillée du groupe;

b) une explication du droit applicable et des faits sur la base desquels il existe des raisons de penser que les contribuables du groupe n'ont pas respecté le droit applicable;

c) une explication de la manière dont les informations demandées contribueraient à déterminer le respect, par les contribuables du groupe, de leurs obligations; et

d) le cas échéant, les faits et circonstances relatifs à l'intervention d'un tiers qui a activement contribué au non-respect potentiel du droit applicable par les contribuables du groupe.».

**Art. 5.** A l'intitulé de la Section III du même décret, le mot «Délais» est remplacé par les mots «Délais de l'échange d'informations sur demande».

**Art. 6.** A l'article 4 du même décret sont apportées les modifications suivantes:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par les dispositions suivantes:

«L'autorité compétente belge fournit les informations visées à l'article 3, § 2, le plus rapidement possible, et au plus tard trois mois à compter de la date de réception de la demande. Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge n'est pas en mesure de répondre à la demande dans le délai prévu, elle informe l'autorité requérante immédiatement, et en tout état de cause dans les trois mois suivant la réception de la demande, des motifs qui expliquent le non-respect de ce délai, ainsi que de la date à laquelle elle estime pouvoir répondre. Ce délai ne peut excéder six mois à compter de la date de réception de la demande.

Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge est déjà en possession desdites informations, les informations sont communiquées dans un délai de deux mois suivant cette date.

Pour certains cas particuliers, l'autorité compétente belge et l'autorité requérante peuvent fixer d'un commun accord des délais différents.»;

2° l'actuel alinéa 4, devenu alinéa 6, est abrogé;

3° à l'actuel alinéa 5, devenant l'alinéa 6, les mots «l'article 8, § 3,» sont remplacés par les mots «l'article 8, § 3 et § 4,».

**Art. 7.** A l'article 5 du même décret sont apportées les modifications suivantes:

1° cet article 5 est inséré dans une Sous-section nouvelle, dont l'intitulé est le suivant:

«Sous-section 1ère. – Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire d'informations»;

2° cet article 5 est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 5. § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente belge communique à l'autorité compétente d'un autre État membre, dans le cadre de l'échange automatique, toutes les informations dont elle dispose au sujet de résidents de cet autre État membre et qui concernent les catégories suivantes spécifiques de revenu et de capital au sens de la législation belge:

1° revenus d'emploi;

2° tantièmes et jetons de présence;

3° produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires;

4° pensions;

5° propriété et revenus de biens immobiliers;

6° redevances.

Pour les périodes imposables débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 ou après cette date, l'autorité compétente belge s'efforce d'inclure, dans la communication des informations visées au premier alinéa, le numéro d'identification fiscale (NIF) de résidents qui a été délivré par l'État membre de résidence.

§ 2. La communication des informations est effectuée au moins une fois par an, et au plus tard six mois après la fin de l'exercice fiscal au cours duquel les informations sont devenues disponibles.».

**Art. 8.** A l'article 5/1 du même décret, inséré par le décret du 20 décembre 2017, sont apportées les modifications suivantes:

1° cet article 5/1 est inséré dans une Sous-section nouvelle, dont l'intitulé est le suivant:

«Sous-section 2. – Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière»;

2° au paragraphe 4, le 1° est remplacé par la disposition suivante:

«1° pour les informations échangées en application du § 1<sup>er</sup>: sans tarder après l'émission, la modification ou le renouvellement des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées»;

3° au paragraphe 5, le 2° est remplacé par la disposition suivante:

«2° un résumé de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou séries d'opérations concernées et toute autre information qui pourrait aider l'autorité compétente à évaluer un risque fiscal potentiel, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public».

**Art. 9.** A l'article 5/2 du même décret, inséré par le décret du 12 novembre 2020, sont apportées les modifications suivantes:

1° cet article 5/2 est inséré dans une Sous-section nouvelle, dont l'intitulé est le suivant:

«Sous-section 3. - Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire d'informations relatives aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration»;

2° les paragraphes 17 et 18 sont abrogés.

**Art. 10.** Il est inséré une Sous-section 4 nouvelle à la suite de l'actuel article 5/2 du même décret, rédigée comme suit.

«Sous-section 4. – Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateformes

Art. 5/3. § 1<sup>er</sup>. Les termes qui suivent dans les articles 5/4 à 5/8, ont la signification indiquée ci-dessous.

A. Opérateurs de plateformes déclarants

1° Le terme «Plateforme» désigne tout logiciel, y compris tout ou partie d'un site internet, ainsi que les applications, y compris les applications mobiles, qui sont accessibles aux utilisateurs et qui permettent aux Vendeurs d'être connectés à d'autres utilisateurs afin d'exercer, directement ou indirectement, une Activité concernée destinée à ces autres utilisateurs. Il inclut également tout mécanisme de perception et de paiement d'une Contrepartie pour l'Activité concernée.

Le terme «Plateforme» n'englobe pas les logiciels qui, sans intervenir autrement dans l'exercice d'une Activité concernée, permettent exclusivement:

a) de traiter les paiements liés à l'Activité concernée;

b) aux utilisateurs, de répertorier une Activité concernée ou d'en faire la publicité;

c) de rediriger ou de transférer les utilisateurs vers une Plateforme.

2° Le terme «Opérateur de Plateforme» désigne une Entité concluant un contrat avec des Vendeurs pour mettre à la disposition de ces derniers tout ou partie d'une Plateforme.

3° Le terme «Opérateur de plateforme exclu» désigne un Opérateur de Plateforme qui a démontré d'avance et démontre sur une base annuelle que l'ensemble du modèle commercial de ladite Plateforme est tel qu'il ne compte aucun Vendeur à déclarer, et ce à la satisfaction de l'autorité compétente de l'État membre auquel, conformément aux règles énoncées à l'article 5/6, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, il aurait dû communiquer des informations.

4° Le terme «Opérateur de Plateforme déclarant» désigne tout Opérateur de Plateforme, autre qu'un Opérateur de Plateforme exclu, se trouvant dans l'une des situations suivantes:

a) il est résident fiscal à des fins fiscales d'un territoire où est prélevé un impôt dont la Communauté française assure le service ou, lorsque ledit Opérateur de plateforme n'a pas de résidence fiscale dans un État membre, remplit l'une des conditions suivantes:

i. il est constitué ou régi par le droit d'un territoire où est prélevé un impôt dont la Communauté française assure le service;

ii. son siège de direction (y compris son siège de direction effective) se trouve sur un territoire où est prélevé un impôt dont la Communauté française assure le service;

iii. il possède un établissement stable sur un territoire où est prélevé un impôt dont la Communauté française assure le service et n'est pas un Opérateur de Plateforme qualifié hors Union.

Si un Opérateur de Plateforme est résident fiscal dans plus d'un État membre ou possède un établissement stable dans plus d'un État membre, il choisit l'un de ces États membres pour s'acquitter des obligations de déclaration qui lui incombent et qui sont visées par l'Annexe V, Section III, à la Directive. L'Opérateur de Plateforme notifie son choix à l'ensemble des autorités compétentes de ces États membres. Lorsque cet Opérateur de Plateforme choisit de s'acquitter en Belgique de ses obligations précitées de déclaration, il est considéré comme un Opérateur de Plateforme déclarant au sens des articles 5/4 à 5/8.

b) il n'est ni résident fiscal d'un État membre, ni constitué ou géré dans un État membre, ni ne possède d'établissement stable dans un État membre, mais il facilite l'exercice d'une Activité concernée par des Vendeurs à déclarer ou une Activité concernée consistant en la location de biens immobiliers situés dans un État membre et n'est pas un Opérateur de Plateforme qualifié hors Union.

Dans ce cas, cet Opérateur de Plateforme est tenu de s'enregistrer dans l'Union et, lorsque cet Opérateur de Plateforme choisit de s'enregistrer auprès de l'autorité compétente belge, l'autorité compétente belge attribue un numéro d'identification individuel à cet Opérateur de Plateforme et il est considéré comme un Opérateur de Plateforme déclarant au sens des articles 5/4 à 5/8.

Un Opérateur de Plateforme déclarant peut choisir de s'enregistrer auprès de l'autorité compétente d'un seul État membre, suivant les règles de procédure du § 2 lorsqu'il choisit de s'enregistrer en Belgique

Un tel Opérateur de Plateforme déclarant dont l'enregistrement a été révoqué conformément au § 2, 7°, ne peut être autorisé à se réenregistrer qu'à la condition de fournir à l'autorité compétente belge des garanties suffisantes de son engagement à remplir les obligations en matière de déclaration au sein de l'Union, y compris celles auxquelles il ne s'est pas encore conformé.

5° Le terme «Opérateur de Plateforme qualifié hors Union» désigne un Opérateur de Plateforme facilitant des Activités concernées qui sont toutes également des Activités concernées qualifiées et qui est résident fiscal d'une Juridiction qualifiée hors Union ou, s'il n'a pas de résidence fiscale dans une Juridiction qualifiée hors Union, qui remplit l'une des conditions suivantes:

a) il est constitué conformément à la législation d'une Juridiction qualifiée hors Union; ou

b) son siège de direction (y compris son siège de direction effective) se trouve dans une Juridiction qualifiée hors Union.

6° Le terme «Juridiction qualifiée hors Union» désigne une juridiction hors Union qui a conclu un accord éligible en vigueur entre autorités compétentes avec les autorités compétentes de tous les États membres identifiés comme étant des juridictions devant faire l'objet d'une déclaration dans une liste publiée par la juridiction hors Union.

7° Le terme «Accord éligible en vigueur entre autorités compétentes» désigne un accord entre les autorités compétentes d'un État membre et une juridiction hors Union et qui impose l'échange automatique et obligatoire d'informations équivalentes à celles spécifiés à l'article 5/6, § 2, confirmé par un acte d'exécution conformément à l'article 8 bis quater, § 7, de la Directive.

8° Le terme «Activité concernée» désigne une activité exercée en échange d'une Contrepartie et consistant en:

a) la location de biens immobiliers, y compris à usage résidentiel et commercial, ainsi que tout autre bien immeuble et emplacement de stationnement;

b) un Service personnel;

c) la vente de Biens;

d) la location de tout mode de transport.

Le terme «Activité concernée» n'inclut pas les activités exercées par un Vendeur agissant en qualité d'employé de l'Opérateur de Plateforme déclarant ou d'une Entité liée à l'Opérateur de Plateforme.

9° Le terme «Activité concernée qualifiée» désigne toute Activité concernée soumise à l'échange automatique en vertu d'un Accord éligible en vigueur entre autorités compétentes.

10° Le terme «Contrepartie» désigne une compensation, sous quelque forme que ce soit, hors frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par l'Opérateur de Plateforme déclarant, qui est versée ou créditée à un Vendeur dans le cadre de l'Activité concernée, dont le montant est connu ou peut être raisonnablement connu de l'Opérateur de Plateforme.

11° Le terme «Service personnel» désigne un service correspondant à un travail à l'heure ou à la tâche qui est exécuté par une ou plusieurs personnes physiques agissant soit de manière indépendante soit pour le compte d'une Entité, et qui est fourni à la demande d'un utilisateur, soit en ligne soit physiquement hors ligne, après avoir été facilité par l'intermédiaire d'une Plateforme.

B. Vendeurs à déclarer

1° Le terme «Vendeur» désigne un utilisateur de Plateforme, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une Entité, qui est enregistré sur la Plateforme à tout moment au cours de la Période de déclaration et qui exerce l'Activité concernée.

2° Le terme «Vendeur actif» désigne tout Vendeur qui fournit une Activité concernée au cours de la Période de déclaration ou à qui est versée ou créditée une Contrepartie pour une Activité concernée au cours de la Période de déclaration.

3° Le terme «Vendeur à déclarer» désigne tout Vendeur actif, autre qu'un Vendeur exclu, qui est résident d'un État membre ou qui a donné en location des biens immobiliers situés dans un État membre.

4° Le terme «Vendeur exclu» désigne tout Vendeur:

- a) qui est une Entité publique;
- b) qui est une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou une Entité liée à une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé;
- c) qui est une Entité pour laquelle l'Opérateur de la Plateforme a facilité, au moyen de la location de biens immobiliers, plus de 2 000 Activités concernées en lien avec un Lot au cours de la Période de déclaration; ou
- d) pour lequel l'Opérateur de Plateforme a facilité, au moyen de la vente de Biens, moins de 30 Activités concernées, pour lesquelles le montant total de la Contrepartie versée ou créditée n'a pas dépassé 2 000 EUR au cours de la Période de déclaration.

#### C. Autres définitions

1° Le terme «Entité» désigne une personne morale ou une construction juridique, telle qu'une société de capitaux, une société de personnes, un trust ou une fondation. Une Entité est une Entité liée à une autre Entité si l'une des deux Entités contrôle l'autre ou si ces deux Entités sont placées sous un contrôle conjoint. À ce titre, le contrôle comprend la participation directe ou indirecte supérieure à 50 % des droits de vote ou de la valeur d'une Entité. Dans le cas d'une participation indirecte, le respect de l'exigence relative à la détention de plus de 50 % du droit de propriété dans le capital de l'autre Entité est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50 % des droits de vote est réputée détenir 100 % de ces droits.

2° L'expression «Entité publique» désigne le gouvernement d'un État membre ou d'une autre juridiction, une subdivision politique d'un État membre ou d'une autre juridiction (ce qui comprend un État, une province, un comté ou une municipalité) ou tout établissement ou organisme détenu intégralement par les entités précitées (chacun constituant une «Entité publique»).

3° L'acronyme «NIF» désigne un numéro d'identification fiscale, émis par un État membre, ou son équivalent fonctionnel en l'absence de numéro d'identification fiscale.

4° Le terme «numéro d'identification T.V.A.» désigne le numéro unique qui identifie un assujetti ou une entité juridique non assujettie qui sont enregistrés aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée.

5° Le terme «Adresse principale» désigne l'adresse de la résidence principale d'un Vendeur ayant la qualité de personne physique et l'adresse du siège social d'un Vendeur ayant la qualité d'Entité.

6° L'expression «Période de déclaration» désigne l'année civile pour laquelle la déclaration est effectuée conformément à l'article 5/6.

7° Le terme «Lot» désigne toutes les unités immobilières situées à la même adresse, appartenant au même propriétaire et proposées à la location sur une Plateforme par le même Vendeur.

8° L'expression «Identifiant du compte financier» désigne le numéro ou la référence d'identification unique du compte bancaire, ou de tout autre compte de services de paiement similaire, sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dont dispose l'Opérateur de Plateforme.

9° Le terme «Bien» désigne tout bien corporel.

§ 2. Aux fins du § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b), lorsque l'Opérateur de Plateforme y visé choisit de s'enregistrer auprès de l'autorité compétente belge, la procédure administrative pour l'enregistrement unique de cet Opérateur de Plateforme est la suivante.

1° L'Opérateur de Plateforme s'enregistre auprès de l'autorité compétente belge, lorsqu'il débute son activité d'Opérateur de Plateforme.

2° L'Opérateur de Plateforme déclarant communique à l'autorité compétente belge les informations suivantes:

- a) nom;
- b) adresse postale;
- c) adresses électroniques, sites internet inclus;
- d) tout NIF délivré à l'Opérateur de Plateforme déclarant;
- e) déclaration comprenant des informations concernant l'identification dudit Opérateur de Plateforme déclarant à la T.V.A. au sein de l'Union, conformément au titre XII, chapitre 6, sections 2 et 3, de la directive européenne 2006/112/CE du Conseil, du 28 novembre 2006, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;
- f) les États membres desquels les Vendeurs à déclarer sont résidents, conformément à l'article 5/5, point D.

3° L'Opérateur de Plateforme déclarant notifie à l'autorité compétente belge toute modification des informations prévues au 2°.

4° L'autorité compétente belge attribue un numéro d'identification individuel à l'Opérateur de Plateforme déclarant et le notifie aux autorités compétentes de tous les États membres par voie électronique.

5° L'autorité compétente belge demande à la Commission européenne de radier l'Opérateur de Plateforme déclarant du registre central dans les cas suivants:

- a) l'Opérateur de Plateforme notifie à l'autorité compétente belge qu'il n'exerce plus aucune activité en tant qu'Opérateur de Plateforme;
- b) en l'absence de notification en vertu du a), il existe des raisons de supposer que l'activité de l'Opérateur de Plateforme a cessé;
- c) l'Opérateur de Plateforme ne remplit plus les conditions établies au § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b);
- d) l'autorité compétente belge a révoqué l'enregistrement conformément au 7°.

6° L'autorité compétente belge notifie immédiatement la Commission européenne de tout Opérateur de Plateforme, au sens du § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b), qui commence son activité en tant qu'Opérateur de Plateforme sans s'être enregistré conformément au présent paragraphe.

7° Lorsqu'un Opérateur de Plateforme déclarant ne satisfait pas à l'obligation de déclaration prévue à l'article 5/6, § 1<sup>er</sup>, 3°, après deux rappels adressés par l'autorité compétente belge, l'autorité compétente belge prend, sans préjudice de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mesures nécessaires pour révoquer l'enregistrement de l'opérateur de la plateforme déclarant effectué conformément au présent paragraphe. L'enregistrement est révoqué au plus tard après l'expiration d'un délai de 90 jours, mais pas avant l'expiration d'un délai de 30 jours après le deuxième rappel.

Art. 5/4. § 1<sup>er</sup>. Les Opérateurs de Plateformes déclarants accomplissent les procédures de diligence raisonnable et remplissent les obligations de déclaration énoncées aux articles 5/5 et 5/6, en conformité avec les articles 5/7 et 5/8 réglant leur mise en œuvre effective.

§2. Conformément aux procédures de diligence raisonnable et aux obligations de déclaration figurant aux articles 5/5 et 5/6, l'autorité compétente d'un État membre dans lequel la déclaration conformément au § 1<sup>er</sup> a été effectuée communique, au moyen d'un échange automatique et dans le délai fixé au § 3, à l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident, déterminé conformément à l'article 5/5, point D, et, dans les cas où le Vendeur à déclarer fournit des services de location de biens immobiliers, en tout état de cause à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel les biens immobiliers sont situés, les informations suivantes concernant chaque Vendeur à déclarer:

a) le nom, l'adresse du siège social, le NIF et, le cas échéant, le numéro d'identification individuelle attribué conformément à l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4<sup>o</sup>, b), alinéa 2, de l'Opérateur de Plateforme déclarant, ainsi que la ou les raisons commerciales de la ou des Plateformes pour lesquelles l'Opérateur de Plateforme déclarant effectue la déclaration;

b) le prénom et le nom du Vendeur à déclarer s'il s'agit d'une personne physique, et la dénomination sociale du Vendeur à déclarer ayant la qualité d'Entité;

c) l'Adresse principale;

d) tout NIF du Vendeur à déclarer, comprenant la mention de chaque État membre d'émission, ou en l'absence de NIF, le lieu de naissance du Vendeur à déclarer ayant la qualité de personne physique;

e) le numéro d'immatriculation d'entreprise du Vendeur à déclarer ayant la qualité d'Entité;

f) le numéro d'identification T.V.A. du Vendeur à déclarer, le cas échéant;

g) la date de naissance du Vendeur ayant la qualité de personne physique;

h) l'Identifiant du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où celui-ci est disponible pour l'Opérateur de Plateforme déclarant et où l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident au sens de l'article 5/5, point D, n'a pas notifié aux autorités compétentes de tous les autres États membres qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'Identifiant du compte financier à cette fin;

i) lorsqu'il diffère du nom du Vendeur à déclarer, en plus de l'Identifiant du compte financier, le nom du titulaire du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où l'Opérateur de Plateforme déclarant en dispose, ainsi que toute autre information d'identification financière dont dispose l'Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne le titulaire de ce compte;

j) chaque État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident, déterminé conformément à l'article 5/5, point D;

k) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées pour lesquelles elle a été versée ou créditée;

l) tous frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par la Plateforme déclarante au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration.

Lorsque le Vendeur à déclarer fournit des services de location de biens immobiliers, les informations supplémentaires suivantes sont communiquées:

a) l'adresse de chaque Lot, déterminée sur la base des procédures prévues à l'article 5/5, point E, et le numéro d'enregistrement foncier correspondant ou son équivalent dans le droit national de l'État membre où il se situe, s'il est disponible;

b) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées réalisées en lien avec chaque Lot;

c) le cas échéant, le nombre de jours de location pour chaque Lot au cours de la Période de déclaration et le type correspondant à chacun de ces Lots.

§ 3. La communication prévue au § 2 est effectuée à l'aide du format informatique standard conçu pour faciliter cet échange automatique adopté par la Commission européenne, conformément aux articles 20, § 4, et 26, § 2, de la Directive, dans les deux mois qui suivent la fin de la Période de déclaration à laquelle se rapportent les obligations de déclaration applicables à l'Opérateur de Plateforme déclarant. Les premières informations sont communiquées pour les Périodes devant faire l'objet d'une déclaration à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

§ 4. Lorsqu'un Opérateur de Plateforme est considéré comme un Opérateur de Plateforme exclu, l'autorité compétente de l'État membre dans lequel la démonstration visée à l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 3<sup>o</sup>, a été fournie, en informe les autorités compétentes de tous les autres États membres, ainsi que de toute modification ultérieure.

Art. 5/5 § 1<sup>er</sup>. Les procédures décrites ci-après s'appliquent aux fins de l'identification des Vendeurs à déclarer.

A. Vendeurs non soumis à examen

Afin de déterminer si un Vendeur ayant la qualité d'Entité peut être considéré comme un Vendeur exclu visé par l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point B, 4<sup>o</sup>, a) et b), l'Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur les informations publiquement accessibles ou sur une confirmation émanant du Vendeur ayant la qualité d'Entité.

Afin de déterminer si un Vendeur peut être considéré comme un Vendeur exclu visé par l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point B, 4<sup>o</sup>, c) et d), un Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur les registres dont il dispose.

B. Collecte des informations relatives au Vendeur

1<sup>o</sup> Pour chaque Vendeur personne physique n'ayant pas la qualité de Vendeur exclu, l'Opérateur de Plateforme déclarant collecte toutes les informations suivantes:

a) les nom et prénom;

b) l'Adresse principale;

c) tout NIF délivré à ce Vendeur, accompagné de la mention de chaque État membre de délivrance, et, en l'absence de NIF, le lieu de naissance dudit Vendeur;

d) le numéro d'identification T.V.A. de ce Vendeur, le cas échéant;

e) la date de naissance.

2° Pour chaque Vendeur ayant la qualité d'Entité sans être un Vendeur exclu, l'Opérateur de Plateforme déclarant collecte toutes les informations suivantes:

- a. la dénomination sociale;
- b. l'Adresse principale;
- c. tout NIF délivré à ce Vendeur, accompagné de la mention de chaque État membre de délivrance;
- d. le numéro d'identification T.V.A. de ce Vendeur, le cas échéant;
- e. le numéro d'immatriculation d'entreprise;

f. l'existence de tout établissement stable par l'intermédiaire duquel les Activités concernées sont exercées dans l'Union, le cas échéant, avec indication de chaque État membre dans lequel se trouve un établissement stable.

3° Nonobstant le 1° et le 2°, l'Opérateur de Plateforme déclarant n'est pas tenu de collecter les informations visées au 1°, b) à e), et au 2°, b) à f), lorsqu'il s'appuie sur une confirmation directe de l'identité et de la résidence du Vendeur obtenue par l'intermédiaire d'un service d'identification mis à disposition par un État membre ou par l'Union afin d'établir l'identité et la résidence fiscale du Vendeur.

4° Nonobstant le 1°, c), et le 2°, c) et e), l'Opérateur de Plateforme déclarant n'est pas tenu de recueillir le NIF ou le numéro d'immatriculation d'entreprise, selon le cas, dans les situations suivantes:

a) l'État membre de résidence du Vendeur ne délivre pas de NIF ni de numéro d'immatriculation d'entreprise au Vendeur;

b. l'État membre de résidence du Vendeur n'exige pas que soit recueilli le NIF délivré au Vendeur.

#### C. Vérification des informations relatives aux Vendeurs

1° L'Opérateur de Plateforme déclarant détermine si les informations recueillies en application du point A, du point B, 1°, du point B, 2°, a) à e), et du point E sont fiables, en exploitant l'ensemble des informations et des documents dont il dispose dans ses registres, ainsi que toute interface électronique mise à disposition gratuitement par un État membre ou par l'Union en vue de vérifier la validité du NIF et/ou du numéro d'identification T.V.A..

2° Nonobstant le 1°, aux fins de l'accomplissement des procédures de diligence raisonnable conformément au point F, 2°, l'Opérateur de Plateforme déclarant peut déterminer si les informations collectées en application du point A, du point B, 1°, du point B, 2°, a) à e), et du point E sont fiables en exploitant les informations et documents dont il dispose dans ses registres interrogeables en ligne.

3° Nonobstant les 1° et 2°, en application du point F, 3°, b), dans les cas où l'Opérateur de Plateforme déclarant a tout lieu de savoir qu'un des éléments d'information décrits au point B ou au point E est susceptible d'être inexact en raison des informations fournies par l'autorité compétente d'un État membre dans une demande concernant un Vendeur précis, il demande au Vendeur de corriger les éléments d'information qui se sont révélés incorrects et de fournir des documents justificatifs, des données ou des informations fiables et émanant d'une source indépendante, tels que:

a) un document d'identification délivré par les autorités nationales, en cours de validité;

b) un certificat de résidence fiscale récent.

#### D. Détermination de l'État membre ou des États membres de résidence du Vendeur

1° L'Opérateur de Plateforme déclarant considère le Vendeur comme résident de l'État membre dans lequel le Vendeur a son Adresse principale. Lorsque l'État membre de résidence est différent de celui où le Vendeur a son Adresse principale, l'Opérateur de Plateforme déclarant considère que le Vendeur est également résident de l'État membre de délivrance du NIF. Lorsque le Vendeur a fourni des informations relatives à l'existence d'un établissement stable en vertu du point B, 2°, f), l'Opérateur de Plateforme déclarant considère que le Vendeur est également résident de l'État membre correspondant indiqué par le Vendeur.

2° Nonobstant le 1°, l'Opérateur de Plateforme déclarant considère le Vendeur comme résident de chaque État membre confirmé par un service d'identification électronique mis à disposition par un État membre ou par l'Union conformément au point B, 3°.

#### E. Collecte d'informations sur les biens immobiliers loués

Lorsqu'un Vendeur exerce une Activité concernée consistant en la location de biens immobiliers, l'Opérateur de Plateforme déclarant recueille l'adresse correspondant à chaque Lot et, lorsqu'il a été délivré, le numéro d'enregistrement foncier correspondant ou son équivalent dans le droit national de l'État membre dans lequel les biens immobiliers sont situés. Lorsqu'un Opérateur de Plateforme déclarant a facilité plus de 2 000 Activités concernées au moyen de la location d'un Lot pour le même Vendeur ayant la qualité d'Entité, l'Opérateur de Plateforme déclarant recueille les documents justificatifs, les données ou les informations attestant que le Lot appartient au même propriétaire.

#### F. Calendrier et validité des procédures de diligence raisonnable

1° L'Opérateur de Plateforme déclarant s'acquiesce des procédures de diligence raisonnable décrites aux points A à E au plus tard le 31 décembre de la Période de déclaration.

2° Nonobstant le 1°, en ce qui concerne les Vendeurs qui étaient déjà enregistrés sur la Plateforme au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou à la date à laquelle une Entité devient un Opérateur de Plateforme déclarant, les procédures de diligence raisonnable décrites aux points A à E doivent être accomplies au plus tard le 31 décembre de la deuxième Période de déclaration par l'Opérateur de Plateforme déclarant.

3° Nonobstant le 1°, l'Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre en ce qui concerne les Périodes devant faire l'objet d'une déclaration précédentes, à condition que:

a) les informations relatives au Vendeur exigées au point B, 1° et 2°, aient été soit collectées et vérifiées, soit confirmées au cours des 36 derniers mois; et

b) l'Opérateur de Plateforme déclarant n'ait pas tout lieu de savoir que les informations collectées conformément aux points A, B et E ne sont pas ou ne sont plus fiables ou correctes.

#### G. Application des procédures de diligence raisonnable exclusivement aux Vendeurs actifs

L'Opérateur de Plateforme déclarant peut choisir d'accomplir les procédures de diligence raisonnable prévues aux points A à F pour les Vendeurs actifs uniquement.

#### H. Accomplissement des procédures de diligence raisonnable par des tiers

1° L'Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur un prestataire de services tiers pour remplir les obligations en matière de diligence raisonnable prévues dans le présent article, étant entendu que ces obligations demeurent de la responsabilité de l'Opérateur de Plateforme déclarant.

2° Lorsqu'un Opérateur de Plateforme remplit les obligations en matière de diligence raisonnable pour un Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne la même plateforme conformément au 1°, cet Opérateur de Plateforme met en œuvre les procédures de diligence raisonnable conformément aux règles établies dans le présent article. Les obligations en matière de diligence raisonnable demeurent de la responsabilité de l'Opérateur de Plateforme déclarant.

Art. 5/6 § 1<sup>er</sup>. Le calendrier et les modalités de déclaration des informations visées par l'article 5/4, § 1<sup>er</sup>, sont les suivants.

1° L'Opérateur de Plateforme déclarant visé par l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, a), alinéa 1<sup>er</sup>, communique à l'autorité compétente belge, les informations indiquées au § 2 concernant la Période de déclaration, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer. Lorsqu'il y a plusieurs Opérateurs de Plateformes déclarants, chacun d'entre eux est dispensé de communiquer les informations s'il dispose de la preuve, conformément au droit applicable sur le territoire de la Communauté française, que les mêmes informations ont été communiquées par un autre Opérateur de Plateforme déclarant.

2° L'Opérateur de Plateforme visé par l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, a), alinéa 2, choisit l'un de ces États membres pour s'y acquitter des obligations de déclaration prévues au présent article. Lorsqu'il choisit de s'acquitter en Belgique des obligations de déclaration prévues au présent article, conformément à l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, a), alinéa 2, l'Opérateur de Plateforme déclarant communique les informations énumérées au § 2, en ce qui concerne la Période de déclaration, à l'autorité compétente belge, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer. En présence de plusieurs Opérateurs de Plateformes déclarants, chacun d'entre eux est dispensé de communiquer les informations s'il dispose de la preuve, conformément au droit national, que les mêmes informations ont été communiquées par un autre Opérateur de Plateforme déclarant dans un autre État membre.

3° L'Opérateur de Plateforme visé par l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b), communique les informations indiquées au § 2, concernant la Période de déclaration, à l'autorité compétente belge lorsqu'il est enregistré auprès de cette autorité compétente belge conformément à l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b), alinéa 2, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer.

4° Nonobstant le 3°, un Opérateur de Plateforme déclarant visé par l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b), n'est pas tenu de fournir les informations visées au § 2 en ce qui concerne les Activités concernées qualifiées couvertes par un accord éligible en vigueur entre autorités compétentes qui prévoit déjà l'échange automatique d'informations équivalentes avec un État membre concernant les Vendeurs à déclarer qui résident dans cet État membre.

5° L'Opérateur de Plateforme déclarant fournit également les informations indiquées au § 2, 2° et 3°, au Vendeur à déclarer auquel elles se rapportent, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer.

6° Les informations relatives à la Contrepartie versée ou créditée en monnaie fiduciaire sont communiquées dans la monnaie dans laquelle elle a été versée ou créditée. Lorsque la Contrepartie a été versée ou créditée autrement qu'en monnaie fiduciaire, ces informations sont communiquées dans la monnaie locale, convertie ou valorisée de manière systématique par l'Opérateur de Plateforme déclarant.

7° Les informations relatives à la Contrepartie et aux autres montants sont communiquées pour le trimestre de la Période de déclaration au cours duquel la Contrepartie a été versée ou créditée.

§ 2. Chaque Opérateur de Plateforme déclarant communique les informations suivantes.

1° le nom, l'adresse du siège social, le NIF et, le cas échéant, le numéro d'identification individuel attribué conformément à l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4°, b), alinéa 2, de l'Opérateur de Plateforme déclarant, ainsi que la ou les raisons commerciales de la ou des Plateformes pour laquelle ou lesquelles l'Opérateur de Plateforme déclarant effectue la déclaration.

2° *En ce qui concerne chaque Vendeur à déclarer qui a exercé une Activité concernée autre que la location de biens immobiliers:*

a) les éléments d'information devant être collectés conformément à l'article 5/5, point B;

b) l'Identifiant du compte financier, dans la mesure où celui-ci est disponible pour l'Opérateur de Plateforme déclarant et où l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident au sens de l'article 5/5, point D, n'a pas notifié publiquement qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'Identifiant du compte financier à cette fin;

c) lorsqu'il diffère du nom du Vendeur à déclarer, en plus de l'Identifiant du compte financier, le nom du titulaire du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où l'Opérateur de Plateforme déclarant en dispose, ainsi que toute autre information d'identification financière dont dispose l'Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne le titulaire de ce compte;

d) chaque État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident aux fins des articles 2 à 10/3, au sens de l'article 5/5, point D;

e) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées pour lesquelles elle a été versée ou créditée;

f) tous frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par l'Opérateur de Plateforme déclarant au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration.

3° *En ce qui concerne chaque Vendeur à déclarer qui a exercé une Activité concernée consistant en la location de biens immobiliers:*

a) les éléments d'information devant être collectés conformément à l'article 5/5, point B;

b) l'Identifiant du compte financier, dans la mesure où celui-ci est disponible pour l'Opérateur de Plateforme déclarant et où l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident au sens de l'article 5/5, point D, n'a pas notifié publiquement qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'Identifiant du compte financier à cette fin;

c) lorsqu'il diffère du nom du Vendeur à déclarer, en plus de l'Identifiant du compte financier, le nom du titulaire du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où l'Opérateur de Plateforme déclarant en dispose, ainsi que toute autre information d'identification financière dont dispose l'Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne le titulaire de ce compte;



d) chaque État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident aux fins des articles 2 à 10/3, au sens de l'article 5/5, point D;

e) l'adresse de chaque Lot, déterminée sur la base des procédures prévues à l'article 5/5, point E, et le numéro d'enregistrement foncier correspondant ou son équivalent dans le droit national de l'État membre où il est situé, le cas échéant;

f) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées réalisées en lien avec chaque Lot;

g) tous frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par l'Opérateur de Plateforme déclarant au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration;

h) le cas échéant, le nombre de jours de location pour chaque Lot au cours de la Période de déclaration et le type correspondant à chaque Lot.

Art. 5/7 Lorsqu'un Vendeur ne fournit pas les informations requises au titre de l'article 5/5 après deux rappels effectués à la suite de la demande initiale transmise par l'Opérateur de Plateforme déclarant, mais pas avant l'expiration d'un délai de 60 jours, l'Opérateur de Plateforme déclarant ferme le compte du Vendeur et empêche celui-ci de s'enregistrer à nouveau sur la Plateforme ou retient le paiement de la Contrepartie destinée au Vendeur tant que le Vendeur n'a pas fourni les informations demandées.

Art. 5/8 Le Gouvernement de la Communauté française arrête les règles et procédures administratives pour assurer la mise en oeuvre effective et le respect des procédures de diligence raisonnable et des obligations de déclaration énoncées aux articles 5/3 à 5/7, dont notamment:

1° les mesures nécessaires pour exiger des Opérateurs de plateformes déclarants qu'ils assurent le respect des obligations de collecte et de vérification prévues à l'article 5/5 pour ce qui concerne leurs Vendeurs;

2° les mesures nécessaires pour exiger des Opérateurs de Plateformes déclarants qu'ils tiennent des registres des démarchés entreprises et de toute information utilisée en vue d'assurer l'exécution des procédures de diligence raisonnable et des obligations de déclaration décrites aux articles 5/5 et 5/6. Ces registres restent disponibles suffisamment longtemps et, en tout état de cause, pour une période minimale de 5 ans et maximale de 10 ans à l'issue de la Période de déclaration sur laquelle ils portent;

3° les mesures nécessaires, notamment la possibilité d'adresser une injonction de déclaration aux Opérateurs de Plateformes déclarants, pour garantir que toutes les informations nécessaires sont transmises à l'autorité compétente, de sorte que cette dernière puisse se conformer à l'obligation de communication d'informations conformément à l'article 5/4, § 2;

4° les procédures administratives permettant de vérifier que les Opérateurs de Plateformes déclarants respectent les procédures de diligence raisonnable et les obligations de déclaration prévues aux articles 5/5 et 5/6;

5° les procédures permettant d'assurer un suivi des Opérateurs de Plateformes déclarants lorsque les informations communiquées sont incomplètes ou inexacts.».

**Art. 11.** La Section VI, comprenant l'article 7, modifiée par le décret du 12 novembre 2020, est modifiée comme suit:

1° ladite Section VI est remplacée par les dispositions suivantes:

«Section VI. - Autres formes de coopération administrative

Sous-section 1ère. — Présence dans les bureaux administratifs et participation aux enquêtes administratives

Art. 7 § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, que les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente peuvent, conformément aux modalités de procédure définies par l'autorité compétente étrangère:

1° être présents dans les bureaux où les autorités administratives de l'Etat membre requis exécutent leurs tâches;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'Etat membre requis;

3° participer aux enquêtes administratives menées par l'État membre requis en utilisant des moyens de communication électroniques, le cas échéant.

L'autorité requise répond à une demande présentée conformément au premier alinéa dans un délai de 60 jours suivant la réception de la demande, afin de confirmer son accord ou de signifier à l'autorité compétente belge son refus en le motivant.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de l'autorité requise ont accès, les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge en reçoivent des copies.

Dans les cas où des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge assistent aux enquêtes administratives ou y participent en recourant à des moyens de communication électroniques, ils peuvent interroger des personnes et examiner des documents, sous réserve des modalités de procédure définies par l'État membre requis.

Tout refus d'une personne faisant l'objet d'une enquête de se conformer aux mesures d'inspection des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge est considéré par l'autorité requise comme un refus opposé à ses propres fonctionnaires.

Les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge, présents dans un autre État membre conformément au présent paragraphe, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

§ 2. L'autorité compétente peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, que des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente étrangère peuvent, conformément aux modalités de procédure définies par l'autorité compétente:

1° être présents, en Communauté française, dans les bureaux du service de la Direction Générale du Budget et des Finances qui exécutent ces tâches;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de la Communauté française;

3° participer aux enquêtes administratives menées par des fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances en utilisant des moyens de communication électroniques, le cas échéant.

L'autorité compétente belge répond à une demande présentée conformément au premier alinéa dans un délai de 60 jours suivant la réception de la demande, afin de confirmer son accord ou de signifier à l'autorité requérante son refus en le motivant.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances ont accès, les fonctionnaires habilités par l'autorité requérante en reçoivent des copies.

Dans les cas où des fonctionnaires habilités par l'autorité requérante assistent aux enquêtes administratives ou y participent en recourant à des moyens de communication électroniques, ils peuvent interroger des personnes et examiner des documents, sous réserve des modalités de procédure définies par le présent décret.

Tout refus d'une personne faisant l'objet d'une enquête de se conformer aux mesures d'inspection des fonctionnaires habilités par l'autorité requérante est considéré par l'autorité compétente belge comme un refus opposé aux fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances.

Les fonctionnaires habilités par l'autorité requérante, présents sur le territoire de la Communauté française conformément au présent paragraphe, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

#### Sous-section 2. — Contrôles simultanés

Art. 7/1 - Lorsque la Communauté française convient avec un ou plusieurs Etats membres de procéder, chacun sur leur propre territoire, à des contrôles simultanés en ce qui concerne une ou plusieurs personnes présentant pour eux un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les informations ainsi obtenues, ce paragraphe s'applique.

L'autorité compétente identifie de manière indépendante les personnes qu'elle a l'intention de proposer pour un contrôle simultané. Elle informe l'autorité compétente étrangère des Etats membres concernés de tous les dossiers pour lesquels elle propose un contrôle simultané, en motivant son choix. Elle indique le délai dans lequel le contrôle doit être réalisé.

Lorsqu'un contrôle simultané a été proposé à l'autorité compétente, celle-ci décide si elle souhaite participer au contrôle simultané. Elle confirme son accord à l'autorité compétente étrangère ayant proposé le contrôle ou lui signifie son refus en le motivant, dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la proposition.

L'autorité compétente désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle.

#### Sous-section 3. — Notification administrative

Art. 7/2 - § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente peut demander à une autorité compétente étrangère de notifier, conformément aux règles régissant la notification des actes correspondants dans l'Etat membre requis, au destinataire, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de la Communauté française et concernant l'application en Communauté française de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Communauté française ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

La demande de notification indique le nom et l'adresse du destinataire ainsi que tout autre renseignement susceptible de faciliter son identification et mentionne l'objet de l'acte ou de la décision à notifier.

L'autorité compétente n'adresse une demande de notification que lorsqu'elle n'est pas en mesure de notifier conformément aux règles applicables en Communauté française, ou lorsqu'une telle notification entraînerait des difficultés disproportionnées. L'autorité compétente peut notifier un document, par envoi recommandé ou par voie électronique, directement à une personne établie sur le territoire d'un autre Etat membre.

§ 2. A la demande d'une autorité compétente étrangère, l'autorité compétente notifie au destinataire, conformément aux règles applicables en Communauté française, régissant la notification des actes correspondants, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de l'Etat membre requérant et concernant l'application sur le territoire de la Communauté française de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Communauté française ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

L'autorité compétente informe immédiatement l'autorité requérante de la suite qu'elle a donnée à la demande et en particulier de la date à laquelle la décision ou l'acte a été notifié au destinataire.

#### Sous-section 4. — Retour d'informations

Art. 7/3 - § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une autorité compétente étrangère a communiqué des informations en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, ou de l'article 6 et qu'un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente qui a reçu les informations, le fournit, sans préjudice des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données applicables en Communauté française, à l'autorité compétente étrangère qui les a communiquées, le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des informations reçues sont connus.

L'autorité compétente fournit une fois par an aux Etats membres concernés un retour d'informations sur l'échange automatique, selon les modalités pratiques convenues de manière bilatérale.

§ 2. L'autorité compétente qui a communiqué des informations en application de l'article 3, § 2, ou de l'article 6, peut demander à l'autorité compétente étrangère qui les a reçues, de lui donner son avis en retour sur celles-ci.

Si un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente étrangère qui a reçu les informations le fournit, sans préjudice des règles relatives au secret fiscal et à la protection des données applicables dans son Etat membre, à l'autorité compétente belge qui a communiqué les informations le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des renseignements reçus sont connus.

§ 3. Lorsqu'un service de liaison de la Communauté française ou un fonctionnaire compétent de la Communauté française reçoit une demande de coopération qui ne relève pas de la compétence qui lui est attribuée conformément à la législation belge ou à la politique belge, il la transmet sans délai au bureau central de liaison et en informe l'autorité compétente étrangère requérante. En pareil cas, la période prévue à l'article 4 commence le jour suivant celui où la demande est transmise au bureau central de liaison.»;

2° ladite Section VI est complétée, après l'article 7/3, par une nouvelle Sous-section 5, comprenant le nouvel article 7/4, rédigée comme suit:

#### Sous-section 5. – Contrôles conjoints

Art. 7/4 - § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente d'un ou de plusieurs Etats membres peut demander à l'autorité compétente belge, le cas échéant avec d'autres Etats membres, de mener un contrôle conjoint. L'autorité compétente belge et, le cas échéant, les autorités compétentes requises des autres Etats membres répondent à la demande de contrôle conjoint dans un délai de 60 jours à compter de la réception de celle-ci. L'autorité compétente belge et, le cas échéant, les autorités compétentes requises des autres Etats membres peuvent rejeter une demande de contrôle conjoint présentée par une autorité compétente d'un Etat membre pour des motifs justifiés.

§ 2. L'autorité compétente belge peut demander à autorité compétente d'un autre Etat membre, le cas échéant avec d'autres États membres, de mener un contrôle conjoint. Les autorités compétentes requises répondent à la demande de contrôle conjoint dans un délai de 60 jours à compter de la réception de celle-ci. Les autorités compétentes requises peuvent rejeter une demande de contrôle conjoint présentée par l'autorité compétente belge pour des motifs justifiés.

§ 3. Les contrôles conjoints prévus au § 1<sup>er</sup> et au § 2 sont menés de manière convenue au préalable et coordonnée, y compris en ce qui concerne le régime linguistique, par les autorités compétentes de l'État membre requérant et de l'État membre ou des États membres requis, et conformément à la législation et aux exigences procédurales de l'État membre dans lequel les activités de contrôle conjoint sont menées. Dans chaque État membre dans lequel se déroulent les activités d'un contrôle conjoint, l'autorité compétente dudit État membre désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle conjoint dans cet État membre.

Les droits et obligations des fonctionnaires des États membres qui participent au contrôle conjoint, lorsqu'ils sont présents lors d'activités menées dans un autre État membre, sont déterminés conformément à la législation de l'État membre dans lequel se déroulent les activités du contrôle conjoint. Tout en respectant la législation de l'État membre dans lequel se déroulent les activités du contrôle conjoint, les fonctionnaires d'un autre État membre n'exercent aucun pouvoir qui irait au-delà des pouvoirs qui leur sont conférés par la législation de leur État membre.

§ 4. Sans préjudice du § 3, lorsque les activités du contrôle conjoint ont lieu sur le territoire de la Communauté française et sont menées avec des fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances:

1° les fonctionnaires d'autres États membres qui participent aux activités du contrôle conjoint sont autorisés à interroger des personnes et à examiner des documents en coopération avec les fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances, sous réserve des modalités de procédure prévues par l'autorité compétente;

2° les éléments de preuve recueillis au cours des activités du contrôle conjoint sont évalués, y compris en ce qui concerne leur recevabilité, dans les mêmes conditions juridiques que celles qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle effectué sur le territoire de la Communauté française, avec la seule participation des fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances, y compris au cours d'une procédure de réclamation, de réexamen ou de recours;

3° la ou les personnes faisant l'objet d'un contrôle conjoint ou affectées par celui-ci jouissent des mêmes droits et ont les mêmes obligations que ceux qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle qui se déroulerait avec la seule participation des fonctionnaires de la Direction Générale du Budget et des Finances, y compris au cours de toute procédure de réclamation, de réexamen ou de recours.

§ 5. Lorsque les autorités compétentes de deux États membres ou plus mènent un contrôle conjoint, elles s'efforcent de convenir des faits et des circonstances pertinents pour le contrôle conjoint et de parvenir à un accord concernant la position fiscale de la ou des personnes ayant fait l'objet du contrôle sur la base des résultats de ce dernier. Les conclusions du contrôle conjoint sont intégrées dans un rapport final. Les questions sur lesquelles les autorités compétentes sont d'accord figurent dans les conclusions du rapport final et sont prises en compte dans les instruments appropriés émis par les autorités compétentes des États membres participants à la suite de ce contrôle conjoint.

Sous réserve du premier alinéa, les mesures prises par les autorités compétentes d'un État membre ou par l'un de ses fonctionnaires à la suite d'un contrôle conjoint, ainsi que toute autre procédure qui aurait lieu dans cet État membre, telle qu'une décision des autorités fiscales, une procédure de recours ou de règlement y relative, se déroulent conformément au droit national de cet État membre.

§ 6. La ou les personnes ayant fait l'objet d'un contrôle sont informées des résultats du contrôle conjoint et reçoivent une copie du rapport final, dans les 60 jours suivant l'émission du rapport final.»

**Art. 12.** A l'article 8 du même décret sont apportées les modifications suivantes:

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

a) à l'alinéa 2, le 1. est remplacé par la disposition suivante:

«1° à l'établissement et à l'administration des taxes et impôts visés par la législation de la Communauté française relative aux taxes et impôts visés à l'article 2 de la Directive et d'autres taxes indirectes;»;

b) l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante:

«Avec l'autorisation de l'autorité compétente étrangère qui a communiqué les informations conformément à la Directive et pour autant que cela soit autorisé par le droit applicable en Communauté française, les informations et documents reçus de cette autorité peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'alinéa 2. L'autorité compétente belge qui reçoit les informations et les documents peut toutefois utiliser les informations et documents reçus sans obtenir l'autorisation susvisée pour l'une des finalités énumérées par l'État membre qui communique les informations, lorsque l'autorité compétente de ce dernier Etat membre a communiqué aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres une liste des finalités autres que celles visées à l'alinéa 2, pour lesquelles, conformément à son droit national, des informations et documents peuvent être utilisés.»;

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante:

«§ 3. Préalablement à la demande d'informations visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.»

Préalablement à la demande d'informations visée à l'article 3, § 2, l'autorité compétente étrangère doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.»;

3° le paragraphe 7 est remplacé par la disposition suivante:

«§ 7. Les demandes d'informations et d'enquêtes administratives introduites en vertu de l'article 3 alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les réponses correspondantes, les accusés de réception, les demandes de renseignements de caractère général et les déclarations d'incapacité ou de refus au titre de l'article 4 sont, dans la mesure du possible, transmis au moyen d'un formulaire type adopté par la Commission. Les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, d'attestations et de tous autres documents, ou de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers.

Les formulaires types visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe comportent au moins les informations ci-après, que doit fournir l'autorité requérante:

a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête et, dans le cas de demandes concernant un groupe visé à l'article 3, § 4, une description détaillée du groupe;

b) la finalité fiscale des informations demandées.

L'autorité compétente peut, dans la mesure où ils sont connus et conformément à l'évolution de la situation internationale, fournir les noms et adresses de toutes les personnes dont il y a lieu de penser qu'elles sont en possession des informations demandées, ainsi que tout élément susceptible de faciliter la collecte des informations par l'autorité requise.

Les informations échangées spontanément et l'accusé de réception les concernant, au titre, respectivement, de l'article 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, les demandes de notification administrative au titre de l'article 7/2, les retours d'information au titre de l'article 7/3, les communications au titre du § 1<sup>er</sup>, alinéas 3, 4 et 5, et les communications au titre de l'article 9, alinéa 2, sont transmis à l'aide du formulaire type adopté par la Commission.

Les échanges automatiques d'informations au titre de l'article 5 et de l'article 5/4 sont effectués dans un format informatique standard conçu pour faciliter cet échange automatique et basé sur le format informatique existant en vertu de l'article 9 de la Directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêt, qui doit être utilisé pour tous les types d'échanges automatiques d'informations et qui est adopté par la Commission européenne.».

**Art. 13.** A l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 12 novembre 2020, les mots «pour toute infraction aux articles 5/4 à 5/7, qui consiste à ne pas remplir les obligations de déclaration y énoncées, et pour toute infraction à l'article 5/3, § 1<sup>er</sup>, point A, 4<sup>o</sup>, b), et § 2, 1<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, qui consiste à ne pas se conformer à l'obligation d'enregistrement y prévue ou lorsque l'enregistrement a été révoqué,» sont insérés entre les mots «des informations visées à l'article 5/2, § 14,» et les mots «une amende fiscale de 2.500 euros à 25.000 euros est appliquée».

**Art. 14.** Le même décret est complété, après l'article 10 inséré par le décret du 12 novembre 2020, par une nouvelle Section X, comprenant les nouveaux articles 10/1 à 10/3, rédigée comme suit:

« Section X.- Protection des données

Art. 10/1 § 1<sup>er</sup>. Tous les échanges d'informations au titre du présent décret sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 2. Les responsables du traitement des données à caractère personnel pour l'application du présent décret, sont les intermédiaires, les Opérateurs de Plateformes déclarants et l'autorité compétente belge visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 7, 6<sup>o</sup>, lorsque, agissant seuls ou conjointement, ils déterminent les finalités et les moyens d'un traitement de données à caractère personnel au sens du règlement (UE) 2016/679, en leur qualité de personne visée à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les catégories suivantes de données à caractère personnel, sont traitées dans le cadre de l'alinéa 1<sup>er</sup>:

1<sup>o</sup> les données d'identification personnelles, le numéro du registre national ou le numéro d'identification de la sécurité sociale et d'autres données d'identification telles que le numéro d'identification fiscal;

2<sup>o</sup> les particularités financières;

3<sup>o</sup> les caractéristiques personnelles;

4<sup>o</sup> les modes de vies;

5<sup>o</sup> la composition du ménage.

§ 3. Dans le cadre de l'article 5/2, la finalité de ce traitement est l'échange de ces informations entre Etats membres aux fins, notamment, de permettre aux administrations fiscales d'avoir un aperçu en amont des planifications fiscales à caractère potentiellement agressif, de permettre la détection de risque de certains dossiers et de créer un effet dissuasif à l'égard de la planification successorale, le tout dans le cadre fiscal.

Dans le cadre des dispositions du présent décret autres que l'article 5/2, la finalité de ce traitement est l'échange de ces informations entre Etats membres aux fins, notamment, d'exécuter les missions légales de la Direction Générale du Budget et des Finances, en ce qui concerne la perception, les investigations, les contrôles, l'établissement, le recouvrement et le contentieux en matière d'impôts dont la Communauté française assure le service. Plus généralement, il s'agit de servir un intérêt public général, à savoir les questions fiscales et les objectifs de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, de préservation des recettes fiscales et de promotion d'une fiscalité équitable, lesquels renforcent les possibilités d'inclusion sociale, politique et économique dans les Etats membres.

§ 4. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), les données à caractère personnel qui résultent des traitements prévus au présent décret ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs, judiciaires et extrajudiciaires découlant du traitement de ces données, ainsi que du paiement intégral de tous les montants y liés.

§ 5. Les agents de la Direction Générale du Budget et des Finances et les membres du personnel des tiers dûment habilités n'accèdent aux dossiers, aux données et aux applications électroniques que dans la mesure où cet accès est adéquat, pertinent et non excessif au regard de l'exécution des tâches qui leur sont confiées dans le cadre des missions légales visées au § 3.

§ 6. Nonobstant le § 1<sup>er</sup>, chaque intermédiaire ou Opérateur de Plateformes déclarant, selon le cas, qui relève d'un territoire où est prélevé un impôt dont la Communauté française assure le service:

a) informe chaque personne physique concernée que des informations le concernant seront recueillies et transférées conformément au présent décret;

b) transmet à chaque personne physique concernée toutes les informations auxquelles elle peut avoir accès qui proviennent du responsable du traitement dans un délai suffisant pour lui permettre d'exercer ses droits en matière de protection des données et, en tout état de cause, avant que les informations ne soient communiquées.

Nonobstant le premier alinéa, b), les Opérateurs de Plateformes déclarants sont tenus d'informer les Vendeurs de déclarer de la Contrepartie déclarée.

Art. 10/2 § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 10/1, § 1<sup>er</sup>, et aux articles 13 et 14, du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données), le droit d'information peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel dont la Direction Générale du Budget et des Finances est le responsable du traitement afin de garantir les objectifs d'intérêt public dans le domaine budgétaire, monétaire et fiscal et pour autant que l'article 14, § 5, *d*), dudit Règlement ne puisse être invoqué dans le cas d'espèce.

Les traitements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les services compétents de la Direction Générale du Budget et des Finances, en ce compris les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative ou sanction administrative.

§ 2. Ces dérogations valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci effectués par les services précités dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ainsi que durant la période durant laquelle sont traités les pièces provenant de ces services, en vue d'exercer les poursuites en la matière.

Ces dérogations valent dans la mesure où l'application de ce droit nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou risque de violer le secret de l'enquête pénale ou la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires, visés à l'alinéa 2, pendant laquelle les articles 13 et 14 du Règlement général sur la protection des données ne sont pas applicables, ne peut excéder un an à partir de la réception d'une demande concernant la communication d'informations à fournir en application de ces articles 13 et 14 dudit Règlement.

La restriction visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'information.

§ 3. Dès réception d'une demande concernant la communication d'informations à fournir visée au § 2, alinéa 3, le délégué à la protection des données du responsable du traitement en accuse réception.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation d'information, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque la Direction Générale du Budget et des Finances a fait usage de l'exception telle que déterminée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le délégué à la protection des données du responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, et, le cas échéant, après que le service compétent ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à un autre service de la Direction Générale du Budget et des Finances ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits ne sont rétablis qu'après que ce service ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Art. 10/3 § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 10/1, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 15 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données), le droit d'accès aux données à caractère personnel la concernant peut être retardé, limité entièrement ou partiellement s'agissant des traitements de données à caractère personnel dont la Direction Générale du Budget et des Finances est le responsable du traitement afin de garantir les objectifs d'intérêt public dans le domaine budgétaire, monétaire et fiscal.

Les traitements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les services compétents de la Direction Générale du Budget et des Finances, en ce compris les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative ou sanction administrative.

§ 2. Ces dérogations valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci effectués par les services précités dans le cadre de l'exécution de ses missions légales ainsi que durant la période durant laquelle sont traités les documents provenant de ces services en vue d'exercer les poursuites en la matière.

Ces dérogations valent dans la mesure où l'application de ce droit nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou risque de violer le secret de l'enquête pénale ou la sécurité des personnes physiques.

La durée des actes préparatoires, visés à l'alinéa 2, pendant laquelle l'article 15 du Règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de l'article 15 dudit Règlement.

La restriction visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'accès.

§ 3. Dès réception d'une demande d'accès, le délégué à la protection des données du responsable du traitement en accuse réception.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit d'accès aux données la concernant ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être

prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque la Direction Générale du Budget et des Finances a fait usage de l'exception telle que déterminée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le délégué à la protection des données du responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, et, le cas échéant, après que le service compétent ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à un autre service de la Direction Générale du Budget et des Finances ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits ne sont rétablis qu'après que ce service ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.»

**Art. 15.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 3, 2<sup>o</sup>, b), et 11, 2<sup>o</sup>, du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 2023.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JÉHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 515-1. - Rapport de commission, n° 515-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 515-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 29 mars 2023.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/31025]

**30 MAART 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 januari 2017 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen, met het oog op de omzetting van de Europese Richtlijn 2021/514/EU van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen.**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet strekt tot omzetting van Richtlijn 2021/514/EU van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen.

**Art. 2.** Artikel 1 van het decreet van 12 januari 2017 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 1. Dit decreet strekt tot omzetting van Richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen alsmede Richtlijn 2014/107/EU van de Raad van 9 december 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen op het gebied van de belastingen, Richtlijn 2018/822/EU van de Raad van 25 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen op gebied van de belastingen met betrekking tot meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies en Richtlijn 2021/514/EU van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen, en vormt een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2015/2376/EU van de Raad van 8 december 2015 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen op het gebied van de belastingen."

**Art. 3.** Artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 20 december 2017 en 12 november 2020, wordt als volgt gewijzigd:

1° in het eerste lid en in het zevende lid worden de woorden "tot 10" vervangen door de woorden "tot 10/3";

2° in het zevende lid,

a) wordt punt 6° vervangen door:

*"6° "bevoegde overheid": de als zodanig door België aangewezen overheid. Het overeenkomstig 3° aangewezen centrale verbindingsbureau, de verbindingdiensten van de Franse Gemeenschap en de bevoegde ambtenaren van de Franse Gemeenschap worden eveneens beschouwd als de Belgische bevoegde overheid bij delegatie;"*;

b) punt 12° wordt vervangen door:

*"12° "automatische uitwisseling":*

a. voor de toepassing van artikel 5, paragraaf 1, artikel 5/1, artikel 5/2 en de artikelen 5/3 tot en met 5/8: het systematisch en zonder voorafgaand verzoek verstrekken van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere Lidstaat op regelmatige, vooraf vastgestelde momenten. Voor de toepassing van artikel 5, § 1, zijn de beschikbare inlichtingen gegevens die zijn opgenomen in de belastingdossiers van de Lidstaat die de inlichtingen verstrekt en die overeenkomstig de in die Lidstaat geldende procedures voor het verzamelen en verwerken van inlichtingen kunnen worden geraadpleegd;

b. voor de toepassing van de andere bepalingen van dit decreet dan artikel 5, § 1, artikel 5/1, artikel 5/2 en de artikelen 5/3 tot en met 5/8, de systematische mededeling van de vooraf bepaalde informatie bedoeld in a) van dit 12°;"

c) aan het zevende lid wordt een nieuw 28° toegevoegd, dat als volgt luidt:

*"28° "gezamenlijke controle": een door de bevoegde overheden van twee of meer Lidstaten gezamenlijk uitgevoerd administratief onderzoek dat betrekking heeft op een of meer personen die voor de bevoegde overheden van die Lidstaten van gemeenschappelijk of complementair belang zijn;"*;

d) aan het zevende lid wordt een nieuw 29° toegevoegd, dat als volgt luidt:

*"29° "vergoeding" betekent betalingen van welke aard ook voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een auteursrecht op een werk op het gebied van letterkunde, kunst of wetenschap, met inbegrip van bioscoopfilms en computersoftware, van een brevet, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening of model, een plan, een geheim recept of een geheime werkwijze, of voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap. Vergoedingen voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, industriële, commerciële of wetenschappelijke uitrusting worden beschouwd als een vergoeding."*

**Art. 4.** Artikel 3 van het decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 november 2020, wordt vervangen door de volgende bepaling:

*"Art. 3, § 1. De bevoegde overheid kan in een bepaald geval een buitenlandse bevoegde overheid verzoeken haar alle in artikel 2, § 1, eerste lid, bedoelde inlichtingen te verstrekken waarover zij beschikt of die zij naar aanleiding van een administratief onderzoek heeft verkregen. Het verzoek kan een met redenen omkleed verzoek om een administratief onderzoek omvatten.*

Om de gevraagde informatie te verkrijgen, volgt de Belgische bevoegde overheid dezelfde procedures als wanneer zij op eigen initiatief of op verzoek van een andere Belgische overheid handelt.

De bevoegde overheid kan de aangezochte overheid verzoeken de originele documenten te verstrekken.

§ 2 De bevoegde overheid deelt aan een buitenlandse bevoegde overheid die daar in een bepaald geval om verzoekt, alle in artikel 2, § 1, eerste lid, bedoelde inlichtingen mee waarover zij beschikt of die zij heeft verkregen ingevolge de uitvoering van een administratief onderzoek dat nodig is om die inlichtingen te verkrijgen.

Indien de bevoegde Belgische overheid van oordeel is dat geen administratief onderzoek nodig is, stelt zij de verzoekende overheid onverwijld in kennis van de redenen daarvoor.

Voor de uitvoering van het gevraagde administratieve onderzoek volgt de bevoegde overheid dezelfde procedures als wanneer zij op eigen initiatief of op verzoek van een andere Belgische overheid handelt.

In geval van een uitdrukkelijk verzoek van de verzoekende overheid verstrekt de bevoegde overheid de originele documenten aan de verzoekende overheid, tenzij Belgische bepalingen zich daartegen verzetten.

§ 3. Met het oog op een verzoek krachtens paragraaf 2 is de gevraagde informatie waarschijnlijk relevant wanneer de verzoekende overheid, op het moment dat het verzoek wordt ingediend, van oordeel is dat er, overeenkomstig haar nationale wetgeving, een redelijke mogelijkheid bestaat dat de gevraagde informatie relevant is voor de belastingaangelegenheden van een of meer bij naam of anderszins geïdentificeerde belastingplichtigen en gerechtvaardigd is voor het onderzoek.

*Om aan te tonen dat de gevraagde informatie waarschijnlijk relevant is, verstrekt de verzoekende overheid ten minste de volgende informatie aan de Belgische bevoegde overheid:*

a) het fiscale doel van de gevraagde informatie; en

b) de specificatie van informatie die nodig is voor de administratie of toepassing van haar nationale wetgeving.

§ 4. Wanneer een verzoek krachtens § 1 of § 2 betrekking heeft op een groep belastingplichtigen die niet individueel kunnen worden geïdentificeerd, verstrekt de verzoekende overheid ten minste de volgende informatie aan de aangezochte overheid:

a) een gedetailleerde beschrijving van de groep;

b) een toelichting op het toepasselijke recht en op de feiten op grond waarvan er redenen zijn om aan te nemen dat de belastingplichtigen uit de groep het toepasselijke recht niet hebben nageleefd;

c) een toelichting hoe de gevraagde informatie ertoe zou bijdragen dat de belastingplichtigen uit de groep hun verplichtingen nakomen; en

d) in voorkomend geval, de feiten en omstandigheden in verband met de tussenkomst van een derde die actief heeft bijgedragen tot de mogelijke niet-naleving door de belastingplichtigen van de groep."

**Art. 5.** In het opschrift van Afdeling III van hetzelfde decreet wordt het woord "Termijnen" vervangen door de woorden "Termijnen voor de uitwisseling van informatie op verzoek".

**Art. 6.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepalingen:

"De Belgische bevoegde overheid verstrekt de in artikel 3, tweede lid, bedoelde inlichtingen zo spoedig mogelijk, en uiterlijk drie maanden na de datum van ontvangst van het verzoek. Indien de bevoegde Belgische overheid evenwel niet binnen de gestelde termijn aan het verzoek kan voldoen, stelt zij de verzoekende overheid onverwijld, en in ieder geval binnen drie maanden na ontvangst van het verzoek, in kennis van de redenen van haar verzuim en van de datum waarop zij denkt aan het verzoek te kunnen voldoen. Deze termijn mag niet langer zijn dan zes maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek.

Wanneer de Belgische bevoegde overheid echter reeds over deze informatie beschikt, wordt de informatie binnen twee maanden na die datum verstrekt.

Voor bepaalde specifieke gevallen kunnen de Belgische bevoegde overheid en de verzoekende overheid andere termijnen overeenkomen;

2° het huidige vierde lid, thans zesde lid, wordt opgeheven;

3° in het huidige vijfde lid, dat zesde lid wordt, worden de woorden "artikel 8, § 3," vervangen door de woorden "artikel 8, § 3 en § 4,".

**Art. 7.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° dit artikel 5 wordt ingevoegd in een nieuwe Onderafdeling, waarvan het opschrift als volgt luidt:

"Onderafdeling 1. - Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen";

2° dit artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 5, § 1. De Belgische bevoegde overheid verstrekt aan de bevoegde overheid van een andere Lidstaat, in het kader van de automatische uitwisseling, alle inlichtingen waarover zij beschikt betreffende ingezetenen van die andere Lidstaat en die betrekking hebben op de volgende specifieke inkomsten- en vermogenscategorieën in de zin van de Belgische wetgeving:

1° inkomsten uit arbeid;

2° tantième en presentiegeld;

3° levensverzekeringsproducten die niet vallen onder andere rechtshandelingen van de Unie betreffende de uitwisseling van informatie en andere soortgelijke maatregelen;

4° pensioengeld;

5° eigendom van en inkomen uit onroerende goederen;

6° vergoedingen.

Voor de belastingtijdvakken die op of na 1 januari 2024 aanvangen, streeft de bevoegde Belgische overheid ernaar om bij de mededeling van de in het eerste lid bedoelde inlichtingen het door de woonstaat toegekende fiscaal identificatienummer (FIN) van de ingezetene te vermelden.

§ 2. De informatie wordt ten minste eenmaal per jaar verstrekt, maar uiterlijk zes maanden na afloop van het belastingjaar waarin de informatie beschikbaar is geworden."

**Art. 8.** In artikel 5/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° dit artikel 5/1 wordt ingevoegd in een nieuwe Onderafdeling waarvan het opschrift als volgt luidt:

"Onderafdeling 2. - Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen over vervroegde belastingbeslissingen inzake grensoverschrijdende gevallen";

2° in paragraaf 4 wordt punt 1° vervangen door de volgende tekst:

"1° voor de met toepassing van § 1 uitgewisselde informatie: onverwijld nadat de voorafgaande belastingbeslissingen inzake grensoverschrijdende gevallen zijn afgegeven, gewijzigd of verlengd en uiterlijk drie maanden na afloop van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de vervroegde grensoverschrijdende belastingbeslissingen zijn afgegeven, gewijzigd of verlengd ;";

3° in paragraaf 5 wordt punt 2° vervangen door de volgende tekst:

"2° een samenvatting van de vervroegde grensoverschrijdende belastingbeslissing, met inbegrip van een beschrijving van de betrokken bedrijfsactiviteiten, verrichtingen of reeksen verrichtingen en alle andere informatie die de bevoegde overheid kan helpen bij de beoordeling van een mogelijk belastingrisico, zonder dat dit aanleiding geeft tot onthulling van een commercieel, industrieel of beroepsgeheim, een bedrijfsproces of informatie waarvan de onthulling in strijd zou zijn met de openbare orde;".

**Art. 9.** In artikel 5/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° dit artikel 5/2 wordt ingevoegd in een nieuwe Onderafdeling waarvan het opschrift als volgt luidt:

"Onderafdeling 3. - Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van informatie over meldingsplichtige grensoverschrijdende regelingen";

2° de leden 17 en 18 worden opgeheven."

**Art. 10.** Na het huidige artikel 5/2 van hetzelfde decreet wordt een nieuwe Onderafdeling 4 ingevoegd, die als volgt luidt

"Onderafdeling 4. - Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van informatie, opgegeven door Platformoperatoren.

Art. 5/3 § 1. De volgende begrippen in de artikelen 5/4 tot en met 5/8 hebben de hierna aangegeven betekenis.

A. Operatoren van meldingsplatforms

1° De term "Platform" betekent alle software, met inbegrip van een volledige of gedeeltelijke website, alsmede toepassingen, met inbegrip van mobiele toepassingen, die toegankelijk zijn voor gebruikers en waarmee de Verkopers kunnen worden verbonden met andere gebruikers om, direct of indirect, een Relevante Activiteit uit te voeren die voor die andere gebruikers bestemd is. Het omvat ook elk mechanisme voor het verzamelen en betalen van een Tegenprestatie voor de desbetreffende Activiteit.

De term "Platform" omvat geen software die, zonder anderszins in te grijpen in de uitoefening van een Relevante Activiteit, uitsluitend mogelijk maakt:

a) betalingen in verband met de betrokken activiteit te verwerken;

b) gebruikers om een relevante activiteit te vermelden of te adverteren;

c) gebruikers omleiden of overbrengen naar een Platform.



2° "Platformoperator" betekent een Entiteit die met Verkopers een overeenkomst sluit om een Platform geheel of gedeeltelijk aan hen ter beschikking te stellen.

3° "Uitgesloten Platformoperator": een Platformoperator die vooraf en op jaarbasis heeft aangetoond dat het algemene bedrijfsmodel van dat platform zodanig is dat het geen te melden Verkopers heeft, ten genoegen van de bevoegde overheid van de Lidstaat waaraan het overeenkomstig de regels van artikel 5/6, § 1, 1° tot en met 3°, informatie had moeten mededelen.

4° "Meldende Platformoperator" betekent een Platformoperator, niet zijnde een Uitgesloten Platformoperator, die zich in een van de volgende situaties bevindt:

a) hij heeft zijn fiscale woonplaats op een grondgebied waar een door de Franse Gemeenschap bediende belasting wordt geheven of, wanneer genoemde Platformoperator zijn fiscale woonplaats niet in een Lidstaat heeft, voldoet hij aan een van de volgende voorwaarden:

i. hij is opgericht of valt onder het recht van een gebied waar een door de Franse Gemeenschap bediende belasting wordt geheven;

ii. de zetel van leiding (met inbegrip van de zetel van werkelijke leiding) is gelegen op een grondgebied waar een belasting wordt geheven waarvoor de Franse Gemeenschap de dienst verzekert;

iii. hij heeft een vaste inrichting in een gebied waar een belasting wordt geheven die door de Franse Gemeenschap wordt bediend en is geen gekwalificeerde Platformoperator buiten de EU.

Indien een Platformoperator zijn fiscale woonplaats of vaste inrichting in meer dan een Lidstaat heeft, kiest hij een van deze Lidstaten om aan zijn meldingsverplichting uit hoofde van bijlage V, afdeling III, van de Richtlijn te voldoen. De Platformoperator deelt zijn keuze mee aan alle bevoegde overheden van die Lidstaten. Indien deze Platformoperator ervoor kiest zijn bovenbedoelde meldingsverplichting in België na te komen, wordt hij beschouwd als een Meldende Platformoperator in de zin van de artikelen 5/4 tot en met 5/8.

b) hij heeft geen fiscale woonplaats in een Lidstaat, is niet in een Lidstaat opgericht of wordt niet in een Lidstaat beheerd, heeft geen vaste inrichting in een Lidstaat, maar faciliteert de uitoefening van een Relevante Activiteit door te verklaren Verkopers of een Relevante Activiteit bestaande uit de verhuur van in een Lidstaat gelegen onroerende goederen en is geen Gekwalificeerde Platformoperator van buiten de Unie.

In dat geval is die Platformoperator verplicht zich in de Unie te laten registreren en, wanneer die Platformoperator ervoor kiest zich bij de Belgische bevoegde overheid te laten registreren, kent de Belgische bevoegde overheid die Platformoperator een individueel identificatienummer toe en wordt hij beschouwd als een Meldende Platformoperator in de zin van de artikelen 5/4 tot en met 5/8.

Een Platformoperator kan ervoor kiezen zich bij de bevoegde instantie van één Lidstaat te laten registreren en moet daarbij de procedureregels van § 2 in acht nemen wanneer hij ervoor kiest zich in België te laten registreren.

Een dergelijke Meldende Platformoperator wiens registratie is ingetrokken overeenkomstig § 2, 7°, kan alleen toestemming krijgen om zich opnieuw te registreren op voorwaarde dat hij de Belgische bevoegde overheid voldoende garanties biedt dat hij zich ertoe verbindt de meldingsverplichtingen binnen de Unie na te komen, met inbegrip van die waaraan hij nog niet heeft voldaan.

5° "Gekwalificeerde niet-EU Platformoperator" betekent een Platformoperator die Relevante Activiteiten faciliteert die alle Gekwalificeerde Relevante Activiteiten zijn en die zijn fiscale woonplaats heeft in een Gekwalificeerde niet-EU Jurisdicte of, indien hij zijn fiscale woonplaats niet in een Gekwalificeerde niet-EU Jurisdicte heeft, die aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

a) is opgericht overeenkomstig het recht van een gekwalificeerde niet-EU Jurisdicte; of

b) zijn zetel van leiding (met inbegrip van de zetel van werkelijke leiding) is gelegen in een in aanmerking komende jurisdicte buiten de Unie.

6° "Gekwalificeerde niet-EU Jurisdicte": een niet-EU Jurisdicte die met de bevoegde overheden van alle Lidstaten die in een door de niet-EU Jurisdicte bekendgemaakte lijst als meldingsplichtige Jurisdicties zijn aangemerkt, een in aanmerking komende overeenkomst heeft gesloten.

7° "Geldende overeenkomst tussen bevoegde overheden": een overeenkomst tussen de bevoegde overheden van een Lidstaat en een Jurisdicte buiten de Unie die de automatische en verplichte uitwisseling van informatie oplegt die gelijkwaardig is aan die welke in artikel 5/6, lid 2, is bepaald, en die is bekrachtigd door een uitvoeringshandeling overeenkomstig artikel 8 bis, zevende lid, van de Richtlijn.

8° "Relevante Activiteit" betekent een activiteit die wordt uitgevoerd in ruil voor een Tegenprestatie en die bestaat uit:

a) de verhuur van onroerende goederen, met inbegrip van woningen en bedrijfsruimten, en alle andere onroerende goederen en parkeerplaatsen;

b) een persoonlijke dienst;

c) de verkoop van Goederen;

d) de huur van elk vervoermiddel.

De termen "Relevante Activiteit" omvatten geen activiteiten uitgevoerd door een Verkoper die optreedt als werknemer van de Meldende Platformoperator of een Entiteit die verbonden is met de Platformoperator.

9° "in aanmerking komende relevante activiteit" betekent elke relevante activiteit die onderhevig is aan automatische uitwisseling krachtens een tussen de bevoegde overheden van kracht zijnde overeenkomst inzake in aanmerking komende activiteiten.

10° "Tegenprestatie" betekent compensatie, in welke vorm dan ook, exclusief vergoedingen, commissies of belastingen die door de Meldende Platformoperator worden ingehouden of geheven, die aan een Verkoper wordt betaald of gecrediteerd in verband met de Relevante Activiteit, waarvan het bedrag bekend is of redelijkerwijs bekend kan zijn bij de Platformoperator.

11° De termen "Persoonlijke dienst" betekenen een dienst die overeenkomt met een werk of taak per uur die wordt uitgevoerd door een of meer natuurlijke personen die onafhankelijk of voor rekening van een Entiteit handelen, en die op verzoek van een gebruiker wordt verleend, hetzij online, hetzij fysiek offline, na te zijn gefaciliteerd via een Platform.

B. Te melden Verkopers

1° "Verkoper" betekent een Platformgebruiker, hetzij een natuurlijke persoon of een Entiteit, die op enig moment tijdens de Meldingsperiode op het Platform is geregistreerd en die de desbetreffende Activiteit verricht.

2° "Actieve Verkoper" betekent elke Verkoper die tijdens de Meldingsperiode een Relevante Activiteit verricht of aan wie tijdens de Meldingsperiode een vergoeding wordt betaald of gecrediteerd voor een Relevante Activiteit.

3° "Te melden Verkoper" betekent elke Actieve Verkoper, niet zijnde een Uitgesloten Verkoper, die ingezetene is van een Lidstaat of die een in een Lidstaat gelegen onroerend goed heeft verhuurd.

4° De term "Uitgesloten Verkoper" betekent elke Verkoper:

- a) die een Openbaar Entiteit is;
- b) een Entiteit is waarvan de aandelen regelmatig op een gereguleerde beurs worden verhandeld, of een Entiteit die verbonden is met een Entiteit waarvan de aandelen regelmatig op een gereguleerde beurs worden verhandeld;
- c) een Entiteit is waarvoor de Platformoperator tijdens de Meldingsperiode door middel van vastgoedverhuur meer dan 2.000 Relevante Activiteiten met betrekking tot een Kavel heeft gefaciliteerd; of
- d) waarvoor de Platformoperator door middel van de verkoop van Goederen minder dan 30 Relevante Activiteiten heeft gefaciliteerd, waarvoor het totale bedrag aan betaalde of gecrediteerde Tegenprestatie tijdens de Meldingsperiode niet meer dan 2.000 euro bedroeg.

#### C. Andere definities

1° "Entiteit" betekent een rechtspersoon of een juridische constructie, zoals een kapitaalvennootschap, een personenvennootschap, een trust of een stichting. Een Entiteit is een met een andere Entiteit verbonden Entiteit indien een van beide Entiteiten zeggenschap heeft over de andere of indien de twee Entiteiten onder gezamenlijke zeggenschap staan. Als zodanig omvat zeggenschap de directe of indirecte deelname van meer dan 50% van de stemrechten of de waarde van een Entiteit. In het geval van een indirecte deelname wordt de naleving van het vereiste om meer dan 50% van de aandelen van de andere Entiteit te bezitten, bepaald door de eigendomsniveaus achtereenvolgens te vermenigvuldigen. Een persoon die meer dan 50% van de stemrechten bezit, wordt geacht 100% van die rechten te bezitten.

2° "Openbare Entiteit": de regering van een Lidstaat of andere Jurisdictie, een politiek onderdeel van een Lidstaat of andere jurisdictie (waaronder een staat, provincie, district of gemeente) of een instelling of orgaan dat volledig eigendom is van een van de voorgaande (elk een "Openbare Entiteit").

3° De afkorting "FIN" betekent een door een Lidstaat toegekend fiscaal identificatienummer, of het functionele equivalent daarvan bij ontstentenis van een fiscaal identificatienummer.

4° "btw-identificatienummer": het unieke nummer dat een belastingplichtige of een niet-belastingplichtige rechtspersoon die om btw-doeleinden is geregistreerd, identificeert.

5° "Hoofdadres" betekent het adres van de hoofdverblijfplaats van een Verkoper als natuurlijke persoon en het adres van de maatschappelijke zetel van een Verkoper als Entiteit.

6° "Meldingsperiode" betekent het kalenderjaar waarvoor de melding overeenkomstig artikel 5/6 wordt gedaan.

7° De term "Kavel" verwijst naar alle onroerende goederen gelegen op hetzelfde adres, toebehorend aan dezelfde eigenaar en te huur aangeboden op een Platform door dezelfde Verkoper.

8° "Identificatienummer Financiële Rekening" betekent het nummer of de unieke identificatiereferentie van de bankrekening, of elke andere gelijkaardige rekening van de betalingsdienst, waarop de Tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd, waarover de Platformoperator beschikt.

9° De term "Goed" betekent elk materieel goed.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, punt A, 4°, b), wanneer de aldaar bedoelde Platformoperator ervoor kiest zich bij de Belgische bevoegde overheid te laten registreren, verloopt de administratieve procedure voor de eenmalige registratie van die Platformoperator als volgt:

1° De Platformoperator registreert zich bij de bevoegde Belgische overheid wanneer hij zijn activiteit als Platformoperator start.

2° De Meldende Platformoperator deelt aan de Belgische bevoegde overheid de volgende informatie mee:

- a) naam;
- b) postadres;
- c) e-mailadressen, met inbegrip van websites;
- d) elk FIN dat aan de Meldende Platformoperator is toegekend;
- e) een verklaring met informatie over de identificatie van de genoemde Meldende Platformoperator die de btw in de Unie aangeeft, overeenkomstig titel XII, hoofdstuk 6, afdelingen 2 en 3, van Richtlijn 2006/112/EG van de Europese Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde;
- f) de Lidstaten waar de Te Melden Verkopers hun woonplaats hebben, overeenkomstig artikel 5/5, onder D.

3° De Meldende Platformoperator stelt de Belgische bevoegde overheid in kennis van elke wijziging van de in 2° bedoelde informatie.

4° De Belgische bevoegde overheid kent aan de Meldende Platformoperator een individueel identificatienummer toe en stelt de bevoegde overheden van alle Lidstaten daarvan langs elektronische weg in kennis.

5° De Belgische bevoegde overheid verzoekt de Europese Commissie om in de volgende gevallen de Meldende Platformoperator uit het centrale register te schrappen:

- a) de Platformoperator stelt de Belgische bevoegde overheid ervan in kennis dat hij niet langer een activiteit als Platformoperator uitoefent;
- b) bij gebreke van een kennisgeving als bedoeld onder a), er zijn redenen om aan te nemen dat de Operator van het platform zijn activiteiten heeft gestaakt;
- c) de Platformoperator niet langer voldoet aan de voorwaarden van § 1, punt A, 4°, b);
- d) de Belgische bevoegde overheid heeft de registratie overeenkomstig artikel 7 ingetrokken.

6° De Belgische bevoegde overheid stelt de Europese Commissie onmiddellijk in kennis van elke Platformoperator in de zin van § 1, punt A, 4°, b), die zijn activiteit als Platformoperator start zonder zich overeenkomstig deze paragraaf te hebben geregistreerd.

7° Indien een Platformoperator de in artikel 5/6, § 1, 3°, neergelegde meldingsplicht niet nakomt na twee aanmaningen van de Belgische bevoegde overheid, neemt de Belgische bevoegde overheid, onverminderd artikel 10, § 1, eerste lid, de nodige maatregelen om de overeenkomstig dit lid verrichte registratie van de Platformoperator in te trekken. De registratie wordt ingetrokken uiterlijk na het verstrijken van een termijn van 90 dagen, maar niet vóór het verstrijken van een termijn van 30 dagen na de tweede herinnering.

Art. 5/4 § 1. Meldende Platformoperatoren voeren de redelijke zorgvuldigheidsprocedures uit en voldoen aan de in de artikelen 5/5 en 5/6 omschreven meldingsplichten, overeenkomstig de artikelen 5/7 en 5/8 waarin de daadwerkelijke uitvoering ervan wordt geregeld.

§ 2. Overeenkomstig de in de artikelen 5/5 en 5/6 omschreven redelijke zorgvuldigheidsprocedures en meldingsplichten deelt de bevoegde overheid van een Lidstaat waar de melding overeenkomstig § 1 is gedaan, door middel van automatische uitwisseling en binnen de in § 3 vastgestelde termijn, aan de bevoegde overheid van de Lidstaat waar de Te Melden Verkoper zijn woonplaats heeft, de volgende gegevens mee bepaald overeenkomstig artikel 5/5, onder D, en, in gevallen waarin de Te Melden Verkoper diensten voor de verhuur van onroerend goed verricht, in elk geval aan de bevoegde overheid van de Lidstaat waar het onroerend goed zich bevindt, de volgende informatie over elke Te Melden Verkoper:

a) naam, adres van de maatschappelijke zetel, FIN en, in voorkomend geval, het overeenkomstig artikel 5/3, lid 1, punt A.4, onder b), punt 2, toegekende individuele identificatienummer van de Platformoperator die de melding indient, alsmede de commerciële naam(en) van het platform of de platforms waarvoor de Platformoperator die de melding indient, de melding indient;

b) de voor- en achternaam van de Te Melden Verkoper indien het een natuurlijke persoon betreft, en de naam van de Te Melden Verkoper indien het een Entiteit betreft;

c) het hoofdadres ;

d) elk FIN van de Te Melden Verkoper, met vermelding van elke Lidstaat van uitgifte, of bij ontstentenis van een FIN, de geboorteplaats van de Te Melden Verkoper als natuurlijke persoon;

e) het bedrijfsregistratienummer van de als Entiteit Te Melden Verkoper;

f) het btw-identificatienummer van de Verkoper, indien van toepassing;

g) de geboortedatum van de Verkoper als natuurlijke persoon;

h) het identificatienummer van de financiële rekening waarop de Tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd, voor zover het beschikbaar is voor de Meldende Platformoperator en de bevoegde overheid van de Lidstaat waar de Te Melden Verkoper zijn woonplaats heeft in de zin van artikel 5/5, onder D, de bevoegde overheden van alle andere Lidstaten er niet van in kennis heeft gesteld dat zij niet voornemens is het identificatienummer van de financiële rekening om dit doel te gebruiken;

i) indien verschillend van de naam van de Te Melden Verkoper, naast de identificatiecode van de financiële rekening, de naam van de houder van de financiële rekening waarop de Tegenprestatie is gestort of gecrediteerd, voor zover beschikbaar voor de Meldende Platformoperator, en alle andere financiële identificatiegegevens waarover de Meldende Platformoperator beschikt met betrekking tot de houder van die rekening;

j) elke Lidstaat waarvan de Te Melden Verkoper ingezetene is, bepaald overeenkomstig artikel 5/5, onder D;

k) het totale bedrag van de betaalde of gecrediteerde Tegenprestatie in elk kwartaal van de Meldingsperiode en het aantal Relevante Activiteiten waarvoor deze werd betaald of gecrediteerd;

l) alle vergoedingen, kosten of belastingen die door het Meldende Platform tijdens elk kwartaal van de Meldingsperiode zijn ingehouden of geheven.

*Wanneer de Te Melden Verkoper verhuurdiensten van onroerende goederen aanbiedt, wordt de volgende aanvullende informatie verstrekt:*

a) het adres van elke Kavel, bepaald op basis van de procedures van artikel 5/5, onder E, en het overeenkomstige kadastrummer of het equivalent daarvan volgens de nationale wetgeving van de Lidstaat waar de partij zich bevindt, indien beschikbaar;

b) het totale bedrag van de betaalde of gecrediteerde Tegenprestatie in elk kwartaal van de Meldingsperiode en het aantal Relevante Activiteiten dat met betrekking tot elke Kavel is uitgevoerd;

c) indien van toepassing, het aantal huurdagen voor elke Kavel gedurende de Meldingsperiode en het type van elk van die Kavels.

§ 3. De in § 2 bedoelde mededeling wordt gedaan in het geïnformatiseerde standaardformaat dat is ontworpen om deze automatische uitwisseling te vergemakkelijken en dat door de Europese Commissie, overeenkomstig artikel 20, vierde lid, en artikel 26, tweede lid, van de Richtlijn, is vastgesteld binnen twee maanden na afloop van de Meldingsperiode waarop de op de Meldende Platformoperator toepasselijke meldingsplichten betrekking hebben. De eerste informatie wordt verstrekt voor meldingsperiodes die ingaan op 1 januari 2023.

§ 4. Indien een Platformoperator als een Uitgesloten Platformoperator wordt beschouwd, stelt de bevoegde overheid van de Lidstaat waar de in artikel 5/3, § 1, A, punt 3°, bedoelde demonstratie is verstrekt, de bevoegde overheden van alle andere Lidstaten daarvan in kennis, alsook van eventuele latere wijzigingen.

Art. 5/5 § 1. De hieronder beschreven procedures zijn van toepassing voor het identificeren van de Te Melden Verkopers.

A. Verkopers die niet aan een onderzoek worden onderworpen

Om te bepalen of een Verkoper met de hoedanigheid van een Entiteit als een Uitgesloten Verkoper in de zin van artikel 5/3, § 1, punt B, 4°, a) en b) beschouwd kan worden, kan de Platformoperator zich baseren op openbaar beschikbare informatie of op een bevestiging van de Verkoper met een hoedanigheid van Entiteit.

Om te bepalen of een Verkoper als een Uitgesloten Verkoper in de zin van artikel 5/3, lid 1, punt B.4, onder c) en d) is, kan een Meldende Platformoperator zich baseren op de registers waarover hij beschikt.

B. Verzamelen van informatie over de Verkoper

1° *Voor elke natuurlijke persoon Verkoper die geen Uitgesloten Verkoper is, verzamelt de Meldende Platformoperator alle volgende informatie:*

a) naam en voornaam;

b) hoofdadres;

c) elk aan die Verkoper afgegeven FIN, met vermelding van elke Lidstaat van afgifte en, indien geen FIN werd afgegeven, de geboorteplaats van die Verkoper;

d) het btw-identificatienummer van die Verkoper, indien van toepassing;

e) de geboortedatum.

2° Voor elke Verkoper die een Entiteit is maar geen Uitgesloten Verkoper, verzamelt de Meldende Platformoperator alle volgende informatie:

a. de sociale benaming;

b. het hoofdadres;

c. elk aan die Verkoper afgegeven FIN, met vermelding van elke Lidstaat van afgifte;

d. het btw-identificatienummer van die Verkoper, indien van toepassing;

e. het registratienummer van het bedrijf;

f. het bestaan van elke vaste inrichting via welke de betrokken werkzaamheden in de Unie worden uitgeoefend, in voorkomend geval met vermelding van elke Lidstaat waar een vaste inrichting is gevestigd.

3° Niettegenstaande 1° en 2° is de Meldende Platformoperator niet verplicht de in 1°, b) tot en met e), en 2°, b) tot en met f), bedoelde informatie te verzamelen wanneer hij zich baseert op een rechtstreekse bevestiging van de identiteit en de woonplaats van de Verkoper, verkregen via een identificatiedienst die door een Lidstaat of door de Unie ter beschikking is gesteld om de identiteit en de fiscale woonplaats van de Verkoper vast te stellen.

4° Niettegenstaande 1°, c), en 2°, c) en e), is de Platformoperator die de aangifte doet niet verplicht het FIN of het registratienummer van het bedrijf, naargelang het geval, te verzamelen in de volgende situaties:

a) de Lidstaat van vestiging van de Verkoper verstrekt geen FIN of bedrijfsregistratienummer aan de Verkoper;

b) de Lidstaat van vestiging van de Verkoper vereist geen verzameling van het aan de Verkoper verstrekte FIN.

C. Verificatie van informatie over Verkopers

1° De Meldende Platformoperator bepaalt of de overeenkomstig punt A, punt B, 1°, 2°, a) tot en met e), en punt E verzamelde informatie betrouwbaar is, aan de hand van alle informatie en documenten waarover hij beschikt in zijn registers, alsmede elke elektronische interface die hem door een Lidstaat of de Unie kosteloos ter beschikking wordt gesteld om de geldigheid van het FIN en/of het btw-identificatienummer te verifiëren.

2° Niettegenstaande 1° kan de Meldende Platformoperator voor de uitvoering van de in punt F, 2°, bedoelde redelijke zorgvuldigheidsprocedures bepalen of de overeenkomstig punt A, punt B, 1°, punt B, 2°, a) tot en met e), en punt E verzamelde informatie betrouwbaar is door gebruik te maken van de informatie en documenten waarover hij beschikt in zijn online doorzoekbare bestanden.

3° Niettegenstaande 1° en 2°, met toepassing van punt F, 3°, b), in gevallen waarin de Meldende Platformoperator reden heeft om te weten dat een van de in punt B of punt E beschreven gegevens waarschijnlijk onjuist is als gevolg van informatie die door de bevoegde overheid van een Lidstaat is verstrekt in een aanvraag betreffende een specifieke Verkoper verzoekt hij de Verkoper de onjuist bevonden informatie te corrigeren en betrouwbare en uit onafhankelijke bron afkomstige ondersteunende documenten, gegevens of informatie te verstrekken, zoals:

a) een geldig identificatiedocument dat door de nationale overheden is afgegeven;

b) een recent bewijs van fiscale woonplaats.

D. Bepaling van de Lidstaat of Lidstaten waar de Verkoper woont

1° De Meldende Platformoperator beschouwt de Verkoper als ingezetene van de Lidstaat waar de Verkoper zijn hoofdadres heeft. Indien de Lidstaat van woonplaats verschilt van de Lidstaat waar de Verkoper zijn hoofdadres heeft, gaat de Meldende Platformoperator ervan uit dat de Verkoper ook zijn woonplaats heeft in de Lidstaat waar het FIN is afgegeven. Wanneer de Verkoper overeenkomstig punt B, 2°, f), informatie heeft verstrekt over het bestaan van een vaste inrichting, gaat de Meldende Platformoperator ervan uit dat de Verkoper ook zijn woonplaats heeft in de overeenkomstige Lidstaat die door de Verkoper is opgegeven.

2° Onverminderd 1° beschouwt de Meldende Platformoperator de Verkoper als ingezetene in elke Lidstaat die is bevestigd door een elektronische identificatiedienst die door een Lidstaat of door de Unie overeenkomstig punt B, 3° ter beschikking is gesteld.

E. Verzamelen van informatie over gehuurde onroerende goederen

Wanneer een Verkoper een betrokken Activiteit verricht die bestaat uit de verhuur van onroerende goederen, verzamelt de Meldende Platformoperator het adres van elke Kavel en, indien uitgegeven, het overeenkomstige kadastrummer of het equivalent daarvan krachtens de nationale wetgeving van de Lidstaat waar het onroerend goed zich bevindt. Wanneer een Meldende Platformoperator meer dan 2.000 betrokken activiteiten heeft gefaciliteerd door de verhuur van een Kavel voor dezelfde Verkoper als een Entiteit, verzamelt de Meldende Platformoperator bewijsstukken, gegevens of informatie waaruit blijkt dat de Kavel aan dezelfde eigenaar toebehoort.

F. Tijdschema en geldigheid van redelijke zorgvuldigheidsprocedures

1° De Meldende Platformoperator voert uiterlijk op 31 december van de Meldingsperiode de in de punten A tot en met E beschreven redelijke zorgvuldigheidsprocedures uit.

2° Niettegenstaande 1° moeten voor Verkopers die op 1 januari 2023 of op de datum waarop een Entiteit een Meldende Platformoperator wordt, reeds op het Platform waren geregistreerd, de in de punten A tot en met E beschreven redelijke zorgvuldigheidsprocedures uiterlijk op 31 december van de tweede Meldingsperiode door de Meldende Platformoperator zijn voltooid.

3° Niettegenstaande 1° kan de Meldende Platformoperator zich beroepen op de redelijke zorgvuldigheidsprocedures die met betrekking tot de eerder gerapporteerde Periodes zijn uitgevoerd, op voorwaarde dat:

a) de krachtens B, 1° en 2°, vereiste informatie over de Verkoper in de afgelopen 36 maanden is verzameld en geverifieerd of bevestigd; en

b) de Meldende Platformoperator heeft geen redelijke gronden om te weten dat de overeenkomstig de punten A, B en E verzamelde informatie niet of niet meer betrouwbaar of correct is.

## G. Toepassing van redelijke zorgvuldigheidsprocedures alleen op Actieve Verkopers

De Meldende Platformoperator kan ervoor kiezen de in de punten A tot en met F beschreven redelijke zorgvuldigheidsprocedures alleen voor Actieve Verkopers uit te voeren.

## H. Uitvoering van redelijke zorgvuldigheidsprocedures door derden

1° De Meldende Platformoperator kan een beroep doen op een derde dienstverlener om de in dit artikel omschreven redelijke zorgvuldigheidseisen te vervullen, met dien verstande dat deze verplichtingen onder de verantwoordelijkheid van de Meldende Platformoperator blijven vallen.

2° Wanneer een Platformoperator de redelijke zorgvuldigheidseisen vervult voor een Meldende Platformoperator wat betreft hetzelfde platform overeenkomstig 1°, voert die Meldende Platformoperator de redelijke zorgvuldigheidseisen uit overeenkomstig de voorschriften van dit artikel. De redelijke zorgvuldigheidseisen blijven de verantwoordelijkheid van de Meldende Platformoperator.

Art.5/6 § 1. Het tijdschema en de procedures voor de mededeling van de in artikel 5/4, § 1, bedoelde informatie zijn als volgt:

1° De in artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, a), eerste lid, bedoelde Meldende Platformoperator deelt de in § 2 bedoelde informatie betreffende de Meldingsperiode mee aan de bevoegde Belgische overheid, uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de Verkoper is geïdentificeerd als een Te Melden Verkoper. Indien er meerdere Meldende Platformoperatoren zijn, is elk van hen vrijgesteld van het meedelen van de informatie indien hij overeenkomstig het op het grondgebied van de Franse Gemeenschap toepasselijke recht kan aantonen dat dezelfde informatie door een andere Meldende Platformoperator is meegedeeld.

2° De in artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, a), tweede lid, bedoelde Platformoperator kiest een van deze Lidstaten om aan de in dit artikel bedoelde meldingsplicht te voldoen. Indien de Meldende Platformoperator ervoor kiest de meldingsplicht uit hoofde van dit artikel in België te vervullen, deelt hij overeenkomstig artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, onder a), tweede lid, de in § 2 genoemde informatie met betrekking tot de meldingsperiode mee aan de Belgische bevoegde overheid, uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het kalenderjaar waarin de Verkoper is geïdentificeerd als een Te Melden Verkoper. Indien er verschillende Meldende Platformoperatoren zijn, is elk van hen vrijgesteld van het verstrekken van de informatie indien hij overeenkomstig de nationale wetgeving kan aantonen dat dezelfde informatie is verstrekt door een andere Meldende Platformoperator in een andere Lidstaat.

3° De Platformoperator bedoeld in artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, b), deelt de in § 2 bedoelde informatie betreffende de Meldingsperiode mee aan de Belgische bevoegde overheid wanneer deze bij deze Belgische bevoegde overheid is geregistreerd overeenkomstig artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, b), tweede lid, uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het kalenderjaar waarin de Verkoper is geïdentificeerd als een Te Melden Verkoper.

4° Niettegenstaande 3° hoeft een in artikel 5/3, § 1, A, 4°, onder b), bedoelde Meldende Platformoperator de in § 2 bedoelde informatie niet te verstrekken met betrekking tot in aanmerking komende relevante activiteiten die vallen onder een bestaande in aanmerking komende overeenkomst tussen bevoegde overheden die reeds voorziet in de automatische uitwisseling van gelijkwaardige informatie met een Lidstaat met betrekking tot in die Lidstaat woonachtige te melden Verkopers.

5° De Meldende Platformoperator verstrekt de in § 2, 2° en 3° bedoelde informatie ook aan de Te Melden Verkoper waarop deze betrekking heeft, en wel uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het kalenderjaar waarin de Verkoper als Te Melden Verkoper is geïdentificeerd.

6° Informatie over de betaalde of gecrediteerde Tegenprestatie in contanten wordt meegedeeld in de valuta waarin deze is betaald of gecrediteerd. Wanneer de Tegenprestatie in een andere valuta dan contant is betaald of gecrediteerd, wordt deze informatie meegedeeld in de lokale valuta, die door de Meldende Platformoperator op systematische wijze wordt omgerekend of gewaardeerd.

7° Informatie over de Tegenprestatie en andere bedragen wordt verstrekt voor het kwartaal van de Meldingsperiode waarin de Tegenprestatie werd betaald of gecrediteerd.

## § 2. Elke Meldende Platformoperator verstrekt de volgende informatie:

1° de naam, het adres van de maatschappelijke zetel, het FIN en, in voorkomend geval, het overeenkomstig artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, b), tweede lid, toegekende individuele identificatienummer van de Meldende Platformoperator die de melding indient, alsmede de firmanaam of -namen van het platform of de platforms waarvoor de Meldende Platformoperator die de melding doet.

2° *ten aanzien van elke Te Melden Verkoper die een andere betrokken Activiteit dan de verhuur van onroerend goed heeft verricht:*

a) de overeenkomstig artikel 5/5, onder B, te verzamelen informatie;

b) de identificatiecode van de financiële rekening, voor zover deze beschikbaar is voor de Meldende Platformoperator en de bevoegde overheid van de Lidstaat waarin de Te Melden Verkoper gevestigd is in de zin van artikel 5/5, onder D, niet publiekelijk heeft meegedeeld dat zij niet voornemens is de identificatiecode van de financiële rekening voor dit doel te gebruiken;

c) indien verschillend van de naam van de Te Melden Verkoper, naast de identificatiecode van de financiële rekening, de naam van de houder van de financiële rekening waarop de Tegenprestatie is betaald of gecrediteerd, voor zover beschikbaar voor de Meldende Platformoperator, en alle andere financiële identificatiegegevens waarover de Meldende Platformoperator beschikt met betrekking tot de houder van die rekening;

d) elke Lidstaat waarin de Te Melden Verkoper zijn woonplaats heeft voor de toepassing van de artikelen 2 tot en met 10/3, in de zin van artikel 5/5, D;

e) het totale bedrag van de betaalde of gecrediteerde Tegenprestatie in elk kwartaal van de Meldingsperiode en het aantal betrokken Activiteiten waarvoor deze werd betaald of gecrediteerd;

f) alle vergoedingen, kosten of belastingen die door de Meldende Platformoperator tijdens elk kwartaal van de Meldingsperiode zijn ingehouden of geheven.

3° *Ten aanzien van iedere Te Melden Verkoper die een betrokken Activiteit bestaande uit de verhuur van onroerend goed heeft verricht:*

a) de overeenkomstig artikel 5/5, onder B, te verzamelen informatie;

b) de identificatiecode van de financiële rekening, voor zover deze beschikbaar is voor de Meldende Platformoperator en de bevoegde overheid van de Lidstaat waarin de Te Melden Verkoper gevestigd is in de zin van artikel 5/5, onder D, niet publiekelijk heeft meegedeeld dat zij niet voornemens is de identificatiecode van de financiële rekening voor dit doel te gebruiken;

c) indien verschillend van de naam van de Te Melden Verkoper, naast de identificatiecode van de financiële rekening, de naam van de houder van de financiële rekening waarop de Tegenprestatie is betaald of gecrediteerd, voor zover beschikbaar voor de Meldende Platformoperator, en alle andere financiële identificatiegegevens waarover de Meldende Platformoperator beschikt met betrekking tot de houder van die rekening;

d) elke Lidstaat waarin de Verkoper zijn woonplaats heeft voor de toepassing van de artikelen 2 tot en met 10/3, in de zin van artikel 5/5, D;

e) het adres van elke Kavel, bepaald op basis van de procedures van artikel 5/5, onder E, en het overeenkomstige kadastrummer of het equivalent daarvan volgens de nationale wetgeving van de Lidstaat waar hij zich bevindt, indien van toepassing;

f) het totale bedrag van de betaalde of gecrediteerde Tegenprestatie in elk kwartaal van de Meldingsperiode en het aantal betrokken Activiteiten dat met betrekking tot elke Kavel is uitgevoerd;

g) alle vergoedingen, kosten of belastingen die door de Meldende Platformoperator tijdens elk kwartaal van de Meldingsperiode zijn ingehouden of gegeven;

h) indien van toepassing, het aantal huurdagen voor elke Kavel gedurende de Meldingsperiode en het type van elke Kavel.

Art. 5/7 Indien een Verkoper de krachtens artikel 5/5 vereiste informatie niet verstrekt na twee herinneringen na het eerste verzoek van de Meldende Platformoperator, maar niet voor het verstrijken van 60 dagen, sluit de Meldende Platformoperator de rekening van de Verkoper en belet hij de Verkoper zich opnieuw op het Platform te registreren of houdt hij de betaling van de voor de Verkoper bestemde Tegenprestatie in totdat de Verkoper de gevraagde informatie heeft verstrekt.

Art. 5/8 De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de administratieve regels en procedures vast om de effectieve uitvoering en naleving van de in de artikelen 5/3 tot en met 5/7 bedoelde redelijke zorgvuldigheidsprocedures en meldingsplichten te waarborgen, waaronder, inzonderheid:

1° de maatregelen die nodig zijn om van de Meldende Platformoperatoren te verlangen dat zij ten aanzien van hun Verkopers de in artikel 5/5 vervatte verplichtingen inzake verzameling en verificatie nakomen;

2° de nodige maatregelen om van de Meldende Platformoperatoren te verlangen dat zij registers bijhouden van de stappen die zijn ondernomen en alle informatie die is gebruikt om de in de artikelen 5/5 en 5/6 beschreven redelijke zorgvuldigheidsprocedures en meldingsplichten na te komen. Deze gegevens moeten voldoende tijd beschikbaar blijven en in ieder geval minimaal vijf en maximaal tien jaar na afloop van de Meldingsperiode waarop zij betrekking hebben;

3° de nodige maatregelen, met inbegrip van de mogelijkheid om een meldingsbevel te geven aan de Meldende Platformoperatoren, om ervoor te zorgen dat alle nodige informatie aan de bevoegde overheid wordt doorgegeven zodat deze laatste kan voldoen aan de meldingsplicht overeenkomstig artikel 5/4, § 2;

4° de administratieve procedures om na te gaan of de Meldende Platformoperatoren de redelijke zorgvuldigheidsprocedures en meldingsplichten van de artikelen 5/5 en 5/6 naleven;

5° procedures voor de follow-up van Meldende Platformoperatoren wanneer de verstrekte informatie onvolledig of onjuist is.

**Art. 11.** Afdeling VI, met inbegrip van artikel 7, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 november 2020, wordt als volgt gewijzigd:

1° Afdeling VI wordt vervangen door de volgende bepalingen:

"Afdeling VI. - Andere vormen van administratieve samenwerking

Onderafdeling 1. — Aanwezigheid in de administratiekantoren en deelname aan administratieve onderzoeken

Art. 7 § 1. De bevoegde overheid kan met een buitenlandse bevoegde overheid, met het oog op de uitwisseling van informatie bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, overeenkomen dat door de bevoegde overheid gemachtigde ambtenaren, overeenkomstig de door de buitenlandse bevoegde overheid vastgestelde procedurevoorschriften:

1° aanwezig zijn in de kantoren waar de administratieve overheden van de aangezochte Lidstaat hun taken vervullen;

2° administratieve onderzoeken bijwonen op het grondgebied van de aangezochte Lidstaat;

3° deelnemen aan administratieve onderzoeken van de aangezochte Lidstaat, in voorkomend geval met gebruikmaking van elektronische communicatiemiddelen.

De aangezochte overheid reageert op een verzoek als bedoeld in het eerste lid binnen 60 dagen na ontvangst van het verzoek, teneinde haar instemming te bevestigen of de Belgische bevoegde overheid in kennis te stellen van haar weigering, met opgave van redenen.

Indien de gevraagde inlichtingen zijn opgenomen in documenten waartoe de ambtenaren van de aangezochte overheid toegang hebben, ontvangen de door de Belgische bevoegde overheid gemachtigde ambtenaren afschriften.

Wanneer door de bevoegde Belgische overheid gemachtigde ambtenaren aanwezig zijn bij of deelnemen aan administratieve onderzoeken met behulp van elektronische communicatiemiddelen, kunnen zij personen ondervragen en documenten onderzoeken, met inachtneming van de door de aangezochte Lidstaat vastgestelde procedurevoorschriften.

Elke weigering van een onderzochte persoon om zich te onderwerpen aan de controlemaatregelen van de door de Belgische bevoegde overheid gemachtigde ambtenaren wordt door de aangezochte overheid beschouwd als een weigering tegenover haar eigen ambtenaren.

De door de Belgische bevoegde overheid gemachtigde ambtenaren die zich overeenkomstig deze paragraaf in een andere Lidstaat bevinden, moeten steeds een schriftelijk mandaat kunnen voorleggen waarin hun identiteit en hun officiële hoedanigheid zijn vermeld.

§ 2 De bevoegde overheid kan met een buitenlandse bevoegde overheid overeenkomen dat, met het oog op de uitwisseling van informatie bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, door de buitenlandse bevoegde overheid gemachtigde ambtenaren, overeenkomstig de door de bevoegde overheid vastgestelde procedurevoorschriften:

1° in de Franse Gemeenschap aanwezig kunnen zijn in de kantoren van de dienst van de Algemene Directie Begroting en Financiën die deze taken uitvoeren;

2° administratieve onderzoeken op het grondgebied van de Franse Gemeenschap kunnen bijwonen;

3° deze deel kunnen nemen aan administratieve onderzoeken door ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën, eventueel met gebruikmaking van elektronische communicatiemiddelen.

De Belgische bevoegde overheid reageert op een overeenkomstig het eerste lid ingediend verzoek binnen 60 dagen na ontvangst ervan, teneinde haar instemming te bevestigen of de verzoekende overheid in kennis te stellen van haar weigering, met opgave van redenen.

Wanneer de gevraagde informatie is opgenomen in documenten waartoe ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën toegang hebben, ontvangen de door de verzoekende overheid gemachtigde ambtenaren een kopie.

Wanneer door de verzoekende overheid gemachtigde ambtenaren met behulp van elektronische communicatiemiddelen een administratief onderzoek bijwonen of daaraan deelnemen, kunnen zij personen ondervragen en documenten onderzoeken, met inachtneming van de in dit decreet vastgestelde procedureregels.

Elke weigering van een onderzochte persoon om zich te onderwerpen aan de controlemaatregelen van de door de verzoekende overheid gemachtigde ambtenaren wordt door de bevoegde Belgische overheid beschouwd als een weigering van de ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën.

De door de verzoekende overheid gemachtigde ambtenaren die zich overeenkomstig deze paragraaf op het grondgebied van de Franse Gemeenschap bevinden, moeten steeds een schriftelijke opdracht kunnen voorleggen waarin hun identiteit en hun officiële hoedanigheid zijn vermeld.

#### Onderafdeling 2. — Gelijktijdige controles

Artikel 7/1. - Wanneer de Franse Gemeenschap met een of meer Lidstaten overeenkomt om, elk op zijn grondgebied, gelijktijdig controles uit te voeren op een of meer personen die voor hen van gemeenschappelijk of complementair belang zijn, met het oog op de uitwisseling van de aldus verkregen informatie, is dit lid van toepassing.

De bevoegde overheid stelt op onafhankelijke wijze vast welke personen zij voornemens is voor een gelijktijdige controle voor te stellen. Zij stelt de buitenlandse bevoegde overheid van de betrokken Lidstaten in kennis van alle gevallen waarvoor zij een gelijktijdige controle voorstelt en motiveert haar keuze. Zij geeft aan binnen welke termijn de controle plaats moet vinden.

Wanneer een gelijktijdige controle aan de bevoegde overheid is voorgesteld, beslist deze of zij aan de gelijktijdige controle wenst deel te nemen. Binnen de 60 dagen na ontvangst van het voorstel bevestigt zij haar instemming aan de voorstellende buitenlandse bevoegde overheid of deelt zij haar weigering met opgave van redenen mee.

De bevoegde overheid wijst een vertegenwoordiger aan voor het toezicht op en de coördinatie van de controle.

#### Onderafdeling 3. — Administratieve kennisgeving

Artikel 7/2. - 1. De bevoegde overheid kan een buitenlandse bevoegde overheid verzoeken om, overeenkomstig de regels voor de kennisgeving van overeenkomstige documenten in de aangezochte Lidstaat, aan de geadresseerde alle documenten en beslissingen kennis te geven die uitgaan van de administratieve overheden van de Franse Gemeenschap en betrekking hebben op de toepassing in de Franse Gemeenschap van de wetgeving betreffende alle belastingen die worden geheven door of namens de Franse Gemeenschap, door haar territoriale of bestuurlijke onderdelen of voor hun rekening, met inbegrip van de lokale overheden.

Het verzoek om kennisgeving vermeldt de naam en het adres van de geadresseerde en alle andere gegevens die de identificatie van de geadresseerde kunnen vergemakkelijken, alsmede het onderwerp van de te betekenen akte of beslissing.

De bevoegde overheid verzendt alleen een verzoek tot kennisgeving wanneer zij geen kennisgeving kan doen volgens de in de Franse Gemeenschap geldende regels of wanneer deze kennisgeving onevenredige moeilijkheden zou opleveren. De bevoegde overheid kan een document per aangetekende brief of langs elektronische weg rechtstreeks ter kennis brengen van een persoon die op het grondgebied van een andere Lidstaat is gevestigd.

§ 2. Op verzoek van een buitenlandse bevoegde overheid geeft de bevoegde overheid, overeenkomstig de in de Franse Gemeenschap geldende regels voor de kennisgeving van de overeenkomstige akten, aan de geadresseerde kennis van alle akten en beslissingen die uitgaan van de administratieve overheden van de verzoekende Lidstaat en die betrekking hebben op de toepassing op het grondgebied van de Franse Gemeenschap van de wetgeving betreffende alle belastingen die worden geheven door of voor rekening van de Franse Gemeenschap, door haar territoriale of bestuurlijke onderdelen of voor hun rekening, met inbegrip van de lokale overheden.

De bevoegde overheid stelt de verzoekende overheid onverwijld in kennis van het gevolg dat zij aan het verzoek heeft gegeven en inzonderheid van de datum waarop de beslissing of de akte ter kennis van de geadresseerde is gebracht.

#### Onderafdeling 4. — Feedback

Artikel 7/3. - § 1. Wanneer een buitenlandse bevoegde overheid overeenkomstig artikel 3, § 1, of artikel 6 inlichtingen heeft verstrekt en om feedback wordt verzocht, verstrekt de bevoegde overheid die de inlichtingen heeft ontvangen, onverminderd de in de Franse Gemeenschap geldende voorschriften inzake het beroepsgeheim en de gegevensbescherming, deze inlichtingen zo spoedig mogelijk en uiterlijk drie maanden nadat de resultaten van de exploitatie van de ontvangen inlichtingen bekend zijn, aan de buitenlandse bevoegde overheid die ze heeft verstrekt.

De bevoegde overheid geeft eenmaal per jaar feedback over de automatische uitwisseling aan de betrokken Lidstaten overeenkomstig de bilateraal overeengekomen praktische regelingen.

§ 2. De bevoegde overheid die overeenkomstig artikel 3, § 2, of artikel 6 inlichtingen heeft verstrekt, kan de buitenlandse bevoegde overheid die de inlichtingen heeft ontvangen, verzoeken hierover advies uit te brengen.

Indien om feedback wordt verzocht, verstrekt de buitenlandse bevoegde overheid die de inlichtingen heeft ontvangen, onverminderd de in haar Lidstaat geldende voorschriften inzake fiscale geheimhouding en gegevensbescherming, deze zo spoedig mogelijk en uiterlijk drie maanden nadat de resultaten van het gebruik van de ontvangen inlichtingen bekend zijn, aan de Belgische bevoegde overheid die de inlichtingen heeft verstrekt.

§ 3. Wanneer een verbindingdienst van de Franse Gemeenschap of een bevoegde ambtenaar van de Franse Gemeenschap een verzoek om samenwerking ontvangt dat volgens het Belgische recht of beleid niet onder zijn bevoegdheid valt, geeft hij het onverwijld door aan het centrale verbindingsbureau en stelt hij de verzoekende buitenlandse bevoegde overheid hiervan in kennis. In dat geval vangt de in artikel 4 bedoelde termijn aan op de dag nadat het verzoek aan het centrale verbindingsbureau is doorgezonden;

2° die Afdeling VI wordt, na artikel 7/3, aangevuld met een nieuwe Onderafdeling 5, die het nieuwe artikel 7/4 omvat, en die als volgt luidt:

*"Onderafdeling 5 - Gezamenlijke controle*

Artikel 7/4. - § 1. De bevoegde overheid van een of meer Lidstaten kan de Belgische bevoegde overheid, in voorkomend geval samen met andere Lidstaten, verzoeken een gezamenlijke controle uit te oefenen. De Belgische bevoegde overheid en, in voorkomend geval, de aangezochte bevoegde overheden van de andere Lidstaten reageren binnen 60 dagen na ontvangst van het verzoek om gezamenlijke controle. De Belgische bevoegde overheid en, in voorkomend geval, de aangezochte bevoegde overheden van de andere Lidstaten kunnen een verzoek om gezamenlijke controle van een bevoegde overheid van een Lidstaat om gegronde redenen afwijzen.

§ 2. De Belgische bevoegde overheid kan de bevoegde overheid van een andere Lidstaat, eventueel samen met andere Lidstaten, verzoeken een gezamenlijke controle uit te oefenen. De aangezochte bevoegde overheden reageren binnen 60 dagen na ontvangst van het verzoek om gezamenlijke controle. De aangezochte bevoegde overheden kunnen een verzoek om gezamenlijke controle van de Belgische bevoegde overheid op gerechtvaardigde gronden afwijzen.

§ 3. Gezamenlijke controles bedoeld in § 1 en § 2 worden door de bevoegde overheden van de verzoekende en de aangezochte Lidstaat/Lidstaten uitgevoerd op een van tevoren overeengekomen en gecoördineerde wijze, ook wat de taalregeling betreft, en in overeenstemming met de wetgeving en procedurele vereisten van de Lidstaat waar de gezamenlijke controleactiviteiten plaatsvinden. In elke Lidstaat waar een gezamenlijke controleactiviteit plaatsvindt, wijst de bevoegde overheid van die Lidstaat een vertegenwoordiger aan die belast is met het toezicht op en de coördinatie van de gezamenlijke controleactiviteit in die Lidstaat.

De rechten en verplichtingen van ambtenaren van Lidstaten die deelnemen aan de gezamenlijke controle worden, wanneer zij aanwezig zijn bij activiteiten in een andere Lidstaat, bepaald overeenkomstig het recht van de Lidstaat waar de gezamenlijke controleactiviteiten plaatsvinden. Met inachtneming van het recht van de Lidstaat waar de gezamenlijke controleactiviteiten plaatsvinden, oefenen de ambtenaren van een andere Lidstaat geen andere bevoegdheden uit dan die welke hun door het recht van hun Lidstaat zijn toegekend.

§ 4. Onverminderd § 3, wanneer de gezamenlijke controleactiviteiten plaatsvinden op het grondgebied van de Franse Gemeenschap en worden uitgevoerd met ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën:

1° zijn de ambtenaren van andere Lidstaten die aan gezamenlijke controleactiviteiten deelnemen, gemachtigd om in samenwerking met ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën, personen te ondervragen en documenten te onderzoeken, met inachtneming van de door de bevoegde overheid vastgestelde procedurevoorschriften;

2° wordt het tijdens de gezamenlijke controleactiviteiten verzamelde bewijsmateriaal beoordeeld, ook wat betreft de toelaatbaarheid ervan, onder dezelfde juridische voorwaarden als die welke zouden gelden in het geval van een controle op het grondgebied van de Franse Gemeenschap, met de uitsluitende deelneming van ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën, ook tijdens een klacht-, herzienings- of beroepsprocedure;

3° de persoon of personen die aan een gezamenlijke audit worden onderworpen of die erdoor worden getroffen, hebben dezelfde rechten en verplichtingen als die welke zouden gelden in het geval van een audit waaraan uitsluitend ambtenaren van de Algemene Directie Begroting en Financiën deelnemen, ook tijdens een eventuele klachten-, herzienings- of beroepsprocedure.

§ 5. Wanneer de bevoegde overheden van twee of meer Lidstaten een gezamenlijke controle verrichten, trachten zij overeenstemming te bereiken over de feiten en omstandigheden die relevant zijn voor de gezamenlijke controle en op basis van de resultaten van de gezamenlijke controle overeenstemming te bereiken over de fiscale situatie van de gecontroleerde persoon of personen. De conclusies van de gezamenlijke controle worden opgenomen in een eindverslag. De punten waarover de bevoegde overheden overeenstemming bereiken, worden opgenomen in de conclusies van het eindverslag en worden weerspiegeld in de passende instrumenten die de bevoegde overheden van de deelnemende Lidstaten naar aanleiding van de gezamenlijke controle uitvaardigen.

Onverminderd het eerste lid worden de maatregelen die door de bevoegde overheden van een Lidstaat of door een van zijn ambtenaren naar aanleiding van een gezamenlijke controle worden genomen, alsmede iedere andere procedure die in die Lidstaat kan plaatsvinden, zoals een beslissing van de belastingoverheden, een beroepsprocedure of een schikkingsprocedure die daarmee verband houdt, uitgevoerd overeenkomstig het nationale recht van die Lidstaat.

§ 6. De aan de controle onderworpen persoon/personen wordt/worden op de hoogte gesteld van de resultaten van de gezamenlijke controle en ontvangt/ontvangen een kopie van het eindverslag binnen 60 dagen na het uitbrengen van het eindverslag.

**Art. 12.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1,

a) in het tweede lid wordt punt 1. vervangen door:

*"1° de vaststelling en het beheer van de in de wetgeving van de Franse Gemeenschap bedoelde belastingen betreffende de in artikel 2 van de Richtlijn bedoelde belastingen en andere indirecte belastingen;"*;

b) het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

*"Met toestemming van de buitenlandse bevoegde overheid die de inlichtingen overeenkomstig de Richtlijn heeft verstrekt en voor zover zulks krachtens het in de Franse Gemeenschap toepasselijke recht is toegestaan, mogen de van deze overheid ontvangen inlichtingen en documenten om andere dan de in het tweede lid bedoelde doeleinden worden gebruikt. De Belgische bevoegde overheid die de inlichtingen en documenten ontvangt, mag de ontvangen inlichtingen en documenten evenwel zonder de bovengenoemde toestemming gebruiken om een van de doeleinden die worden genoemd door de Lidstaat die de inlichtingen heeft verstrekt, wanneer de bevoegde overheid van laatstgenoemde Lidstaat aan de bevoegde overheden van alle andere Lidstaten een lijst heeft meegedeeld van andere dan de in het tweede lid bedoelde doeleinden waarvoor de inlichtingen en documenten overeenkomstig zijn nationale wetgeving mogen worden gebruikt;*

2° paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende bepaling:

*"§ 3. Voorafgaand aan het verzoek om inlichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, moet de bevoegde overheid eerst de gebruikelijke informatiebronnen hebben benut waarop zij een beroep kan doen om de gevraagde inlichtingen te verkrijgen zonder het bereiken van het gewenste doel in gevaar te brengen.*



Voorafgaand aan het verzoek om inlichtingen bedoeld in artikel 3, § 2, moet de bevoegde buitenlandse overheid eerst de gebruikelijke informatiebronnen hebben benut waarop zij een beroep kan doen om de gevraagde inlichtingen te verkrijgen zonder het bereiken van het nagestreefde doel in gevaar te brengen;

3° paragraaf 7 wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 7. De verzoeken om inlichtingen en de administratieve onderzoeken ingediend krachtens artikel 3, eerste lid, en de overeenkomstige antwoorden, ontvangstbevestigingen, verzoeken om algemene inlichtingen en meldingen van onvermogen of weigering uit hoofde van artikel 4 worden zoveel mogelijk toegezonden op een door de Commissie vastgesteld standaardformulier. De standaardformulieren kunnen samen gaan met verslagen, attesten en andere documenten of voor eensluidend verklaarde afschriften of uittreksels daarvan.

*De in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde standaardformulieren bevatten minstens de volgende door de verzoekende overheid te verstrekken gegevens:*

- a) de identiteit van de gecontroleerde of aan een onderzoek onderworpen persoon en, in het geval van verzoeken betreffende een groep als bedoeld in artikel 3, § 4, een gedetailleerde beschrijving van de groep;
- b) het fiscale doel van de gevraagde informatie.

De bevoegde overheid kan, voor zover bekend en in overeenstemming met de internationale toestand, de namen en adressen verstrekken van alle personen die verondersteld worden in het bezit te zijn van de gevraagde informatie, alsmede alle informatie die het verzamelen van de informatie door de aangezochte overheid kan vergemakkelijken.

De spontaan uitgewisselde inlichtingen en de ontvangstbevestiging daarvan krachtens artikel 6, respectief het eerste en het vierde lid, de verzoeken om administratieve kennisgeving krachtens artikel 7/2, de feedback krachtens artikel 7/3, de mededelingen krachtens § 1, het derde, het vierde en het vijfde lid, en de mededelingen krachtens artikel 9, tweede lid, worden toegezonden met gebruikmaking van het door de Commissie vastgestelde standaardformulier.

De automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van artikel 5 en artikel 5/4 geschiedt in een geïnformatiseerd standaardformaat dat bestemd is om deze automatische uitwisseling te vergemakkelijken en gebaseerd is op het bestaande geautomatiseerde formaat van artikel 9 van Richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, dat voor alle soorten automatische inlichtingenuitwisseling moet worden gebruikt en door de Europese Commissie is aangenomen.”.

**Art. 13.** In artikel 10, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2020, worden de woorden “voor elke inbreuk op de artikelen 5/4 tot en met 5/7, die erin bestaat dat de daarin vastgestelde meldingsplicht niet wordt nagekomen, en voor elke inbreuk op artikel 5/3, § 1, punt A, 4°, b), en artikel 2, punten 1° en 7°, die bestaan in het niet nakomen van de daarin vastgestelde registratieverplichting of wanneer de registratie is herroepen,” worden ingevoegd tussen de woorden “van de in artikel 5/2, § 14, bedoelde informatie” en de woorden “een fiscale boete van 2.500 tot 25.000 euro wordt toegepast”.

**Art. 14.** Hetzelfde decreet wordt, na artikel 10, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2020, aangevuld met een nieuwe Afdeling X, bestaande uit de nieuwe artikelen 10/1 tot en met 10/3, die als volgt luiden:

“Afdeling X.- Gegevensbescherming

Art. 10/1 § 1. Alle uitwisselingen van informatie krachtens dit decreet zijn onderworpen aan de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG.

§ 2. De verantwoordelijken voor de toepassing van dit decreet zijn de tussenpersonen, de Meldende Platformoperatoren en de Belgische bevoegde overheid bedoeld in artikel 2, § 1, zevende lid, 6°, wanneer zij, alleen of gezamenlijk, de doeleinden en middelen voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van Verordening (EU) 2016/679 bepalen, in hun hoedanigheid van persoon bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

De volgende categorieën persoonsgegevens worden verwerkt in het kader van het eerste lid :

1° persoonsgegevens, het rijksregisternummer of het identificatienummer van de sociale zekerheid en andere identificatiegegevens zoals het fiscaal identificatienummer;

2° de financiële bijzonderheden;

3° persoonlijke kenmerken;

4° levenswijzen;

5° de samenstelling van het huishouden.

§ 3. In het kader van artikel 5/2 is het doel van deze verwerking de uitwisseling van deze inlichtingen tussen de Lidstaten, inzonderheid om de belastingdiensten in staat te stellen in een vroeg stadium inzicht te krijgen in potentieel agressieve belastingplanning, om in bepaalde gevallen risico's te kunnen opsporen en om een ontradend effect te creëren met betrekking tot vermogensplanning, dit alles binnen het fiscale kader.

In het kader van de andere bepalingen van dit decreet dan artikel 5/2, is het doel van deze verwerking de uitwisseling van deze gegevens tussen de Lidstaten met het oog op, inzonderheid, de uitvoering van de wettelijke opdrachten van de Algemene Directie Begroting en Financiën met betrekking tot de inning, het onderzoek, de controle, de vaststelling, de invordering en de geschillen inzake de door de Franse Gemeenschap verschuldigde belastingen. Meer in het algemeen dient het een algemeen belang, namelijk belastingzaken en de doelstellingen van bestrijding van belastingfraude en -ontduiking, behoud van belastingopbrengsten en bevordering van een billijke belastingheffing, die de mogelijkheden tot sociale, politieke en economische integratie in de Lidstaten versterken.

§ 4. Onverminderd de bewaring die nodig is voor de verwerking om archiefdoeleinden van algemeen belang, om wetenschappelijk of historisch onderzoek of om statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), worden persoonsgegevens die voortvloeien uit de in dit decreet bedoelde verwerkingen niet langer bewaard dan nodig is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn van één jaar na de beëindiging van alle onder de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de verwerking vallende handelingen en, in voorkomend geval, de

definitieve beëindiging van de administratieve, gerechtelijke en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de verwerking van deze gegevens, alsmede de volledige betaling van alle daarmee verband houdende bedragen.

§ 5 De personeelsleden van de Algemene Directie Begroting en Financiën en de personeelsleden van naar behoren gemachtigde derden hebben slechts toegang tot elektronische bestanden, gegevens en toepassingen voor zover deze toegang toereikend, ter zake dienend en niet bovenmatig is voor de uitvoering van de opdrachten die hun in het kader van de in § 3 bedoelde wettelijke opdrachten zijn toevertrouwd.

§ 6. Niettegenstaande § 1 moet elke tussenpersoon of Meldende Platformoperator die, naargelang het geval, onderworpen is aan een grondgebied waar een belasting wordt geheven die door de Franse Gemeenschap wordt bediend:

a) elke betrokken natuurlijke persoon ervan in kennis stellen dat de hem betreffende gegevens overeenkomstig dit decreet zullen worden verzameld en doorgegeven;

b) elke betrokken natuurlijke persoon alle informatie waartoe hij toegang heeft van de voor de verwerking verantwoordelijke tijdig genoeg verstrekken om hem in staat te stellen zijn rechten inzake gegevensbescherming uit te oefenen, en in ieder geval voordat de informatie wordt bekendgemaakt.

Niettegenstaande het eerste lid, b), zijn de Meldende Platformoperators ertoe gehouden de Verkopers in kennis te stellen van de verplichting om de aangegeven Tegenprestatie te melden.

Art. 10/2 § 1. In afwijking van artikel 10/1, § 1, en de artikelen 13 en 14 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), kan het recht op informatie worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten in geval van verwerking van persoonsgegevens waarvoor de Algemene Directie Begroting en Financiën de verantwoordelijke voor de verwerking is, teneinde doelstellingen van algemeen belang op budgettair, monetair en begrotingsgebied te waarborgen en mits in het betrokken geval geen beroep kan worden gedaan op artikel 14, § 5, d), van genoemde Verordening.

De verwerkingen bedoeld in het eerste lid zijn die welke tot doel hebben de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de follow-up van de door de bevoegde diensten van de Algemene Directie Begroting en Financiën uitgevoerde onderzoeken, met inbegrip van de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve boete of sanctie.

§ 2 Deze afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp is van een controle of onderzoek of van voorbereidende handelingen daartoe, verricht door bovengenoemde diensten in het kader van de uitoefening van hun wettelijke opdrachten, alsmede gedurende de periode waarin documenten van deze diensten worden verwerkt met het oog op vervolging ter zake.

Deze afwijkingen zijn van toepassing voor zover de toepassing van dit recht afbreuk zou doen aan de behoeften van de controle, het onderzoek of de voorbereidende handelingen, of het geheim van het strafrechtelijk onderzoek of de veiligheid van personen zou kunnen schenden.

De in het tweede lid bedoelde voorbereidende handelingen, gedurende welke de artikelen 13 en 14 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing zijn, mogen niet langer duren dan een jaar vanaf de ontvangst van een verzoek om informatie dat krachtens die artikelen 13 en 14 van die Verordening moet worden verstrekt.

De in § 1, eerste lid, bedoelde beperking is niet van toepassing op gegevens die geen verband houden met het voorwerp van het onderzoek of de controle die de weigering of beperking van informatie rechtvaardigt.

§ 3. Na ontvangst van een verzoek betreffende de verstrekking van informatie als bedoeld in § 2, derde lid, bevestigt de afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking de ontvangst ervan.

De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de voor de verwerking verantwoordelijke stelt de betrokkene zo spoedig mogelijk, en in ieder geval binnen een maand na ontvangst van het verzoek, schriftelijk in kennis van elke weigering of beperking van informatie en van de redenen voor de weigering of beperking. Deze informatie betreffende de weigering of beperking kan worden achtergehouden indien de bekendmaking ervan een van de in § 1, tweede lid, genoemde doeleinden in gevaar zou brengen. Zo nodig kan deze termijn met twee maanden worden verlengd, rekening houdend met de complexiteit en het aantal van de verzoeken. De voor de verwerking verantwoordelijke stelt de betrokkene binnen een maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen voor het uitstel.

De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking informeert de betrokkene over de mogelijkheden om een klacht in te dienen bij de gegevensbeschermingsoverheid en om beroep in rechte in te stellen.

De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking legt de feitelijke of juridische gronden vast waarop het decreet is gebaseerd. Deze informatie wordt ter beschikking gesteld van de gegevensbeschermingsoverheid.

Wanneer de Algemene Directie Begroting en Financiën gebruik heeft gemaakt van de uitzondering als bepaald in § 1, eerste lid, en met uitzondering van de in het zesde en zevende lid bedoelde toestanden, wordt de uitzonderingsregeling onmiddellijk na afloop van de controle of het onderzoek opgeheven. De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking stelt de betrokkene hiervan onverwijld in kennis.

Wanneer een zaak naar de gerechtelijke overheid wordt verwezen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na toestemming van de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is voltooid en, in voorkomend geval, nadat de bevoegde dienst een beslissing heeft genomen. De informatie die tijdens de uitoefening van de door de gerechtelijke overheid voorgeschreven opdrachten wordt verzameld, mag echter alleen met uitdrukkelijke toestemming van de gerechtelijke overheid worden meegedeeld.

Wanneer een dossier wordt doorgezonden naar een andere dienst van de Algemene Directie Begroting en Financiën of naar de instelling die bevoegd is zich over de resultaten van het onderzoek uit te spreken, worden de rechten pas opnieuw toegekend nadat deze dienst of de bevoegde instelling zich over de resultaten van het onderzoek heeft uitgesproken.

Art. 10/3 § 1. In afwijking van artikel 10/1, § 1, en artikel 15 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), het recht op toegang tot de hem betreffende persoonsgegevens kan worden uitgesteld, geheel of gedeeltelijk worden beperkt met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens waarvoor de Algemene Directie Begroting en Financiën de verantwoordelijke is, teneinde de doelstellingen van algemeen belang op budgettair, monetair en begrotingsgebied te waarborgen.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn die welke tot doel hebben de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de follow-up van de door de bevoegde diensten van de Algemene Directie Begroting en Financiën verrichte onderzoeken, met inbegrip van de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete of sanctie.

§ 2. Deze afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp is van een controle of onderzoek of van handelingen ter voorbereiding daarvan, verricht door bovengenoemde diensten in het kader van de uitoefening van hun wettelijke opdrachten, alsmede gedurende de periode waarin van deze diensten afkomstige documenten worden verwerkt met het oog op vervolging ter zake.

Deze afwijkingen zijn van toepassing voor zover de toepassing van dit recht afbreuk zou doen aan de behoeften van de controle, het onderzoek of de voorbereidende handelingen, of het geheim van het strafrechtelijk onderzoek of de veiligheid van natuurlijke personen zou kunnen schenden.

De in het tweede lid bedoelde voorbereidende handelingen, gedurende welke artikel 15 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mogen niet langer duren dan een jaar vanaf de ontvangst van het verzoek uit hoofde van artikel 15 van die verordening.

De in § 1, eerste lid, bedoelde beperking geldt niet voor gegevens die niet relevant zijn voor het voorwerp van het onderzoek of de controle die de weigering of beperking van de toegang rechtvaardigt.

§ 3. Na ontvangst van een verzoek om toegang bevestigt de afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking de ontvangst ervan.

De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de voor de verwerking verantwoordelijke stelt de betrokkene zo spoedig mogelijk, en in ieder geval binnen een maand na ontvangst van het verzoek, schriftelijk in kennis van elke weigering of beperking van zijn recht op toegang tot de hem betreffende gegevens en van de redenen voor de weigering of beperking. Deze informatie betreffende de weigering of beperking mag niet worden verstrekt indien de mededeling ervan een van de in § 1, tweede lid, genoemde doeleinden in gevaar zou brengen. Zo nodig kan deze termijn met twee maanden worden verlengd, rekening houdend met de complexiteit en het aantal van de verzoeken. De voor de verwerking verantwoordelijke stelt de betrokkene binnen een maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en de redenen voor het uitstel.

De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking informeert de betrokkene over de mogelijkheden om een klacht in te dienen bij de gegevensbeschermingsoverheid en om beroep in rechte in te stellen.

De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking legt de feitelijke of juridische gronden vast waarop de beslissing is gebaseerd. Deze informatie wordt ter beschikking gesteld van de gegevensbeschermingsoverheid.

Wanneer de Algemene Directie Begroting en Financiën gebruik heeft gemaakt van de uitzondering als bepaald in § 1, eerste lid, en met uitzondering van de in het zesde en zevende lid bedoelde situaties, wordt de uitzonderingsregeling onmiddellijk na afloop van de controle of het onderzoek opgeheven. De afgevaardigde voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke voor de verwerking stelt de betrokkene hiervan onverwijld in kennis.

Wanneer een dossier naar de gerechtelijke overheid wordt verwezen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na toestemming van de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is voltooid en, in voorkomend geval, nadat de bevoegde dienst een beslissing heeft genomen. De informatie die tijdens de uitoefening van de door de gerechtelijke overheid voorgeschreven taken wordt verzameld, mag echter alleen met uitdrukkelijke toestemming van de gerechtelijke overheid worden meegedeeld.

Wanneer een dossier wordt doorgezonden naar een andere dienst van de Algemene Directie Begroting en Financiën of naar de instelling die bevoegd is om zich over de resultaten van het onderzoek uit te spreken, worden de rechten pas opnieuw toegekend nadat deze dienst of instelling zich over de resultaten van het onderzoek heeft uitgesproken.

**Art. 15.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 3, 2<sup>o</sup>, b), en 11, 2<sup>o</sup>, van dit decreet in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, •Hulpverlening  
aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 515-1. – Commissieverslag, nr. 515-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 515-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 29 maart 2023.